

Agir collectivement  
pour notre environnement

# ILS ONT DIT, ILS ONT FAIT !

› Leurs regards

› 10 retours d'expériences

Recueillis auprès d'acteurs du territoire

#1



Extrait de :

Guide pratique d'accompagnement  
pour mettre en œuvre et animer un  
projet participatif en Guyane

GRAINE Guyane, septembre 2017

# ILS ONT DIT :

## ENTRE "RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR" ET "CO-CONSTRUIRE"

" IMPLIQUER LES BÉNÉFICIAIRES  
DES PROJETS DE LA RÉFLEXION  
À L'ÉVALUATION EN PASSANT  
PAR LA MISE EN ŒUVRE "

" LA  
CONCERTATION  
EST UNE  
SUCCESSION  
DE RENCONTRES  
POUR ÊTRE À  
L'AISE, IMPLIQUER,  
FAVORISER LA  
COMPRÉHENSION "

" IL S'AGIT D'UNE DÉMARCHÉ  
ENTRE GENS ORDINAIRES.  
DE S'APPLIYER SUR LEUR  
CAPACITÉ À AGIR POUR LA  
MISE EN PLACE D'ACTION,  
PUIS LA VALORISER "

## LA PARTICIPATION, C'EST...

" C'EST LE FAIT  
DE METTRE LE  
PUBLIC DANS UNE  
SITUATION NON  
PASSIVE VIS-À-VIS  
DES DÉCISIONS "

" RENFORCER LE POUVOIR  
DES HABITANTS. SE FAIRE  
ENTENDRE PAR LE NOMBRE.  
PERSONNE NE SAIT MIEUX QUE  
LUI-MÊME CE QUI EST BON  
POUR LUI. IL Y A DIFFÉRENTS  
STADES DE LA PARTICIPATION :  
ÊTRE JUSTE UNE OREILLE À  
FAIRE DES CHOSES (ÉCOUTER,  
ENTENDRE, AGIR) "

" SUR UN TERRITOIRE  
DONNÉ, LES HABITANTS  
SONT ACTEURS DE PROJETS  
ET TOUT LE MONDE EST AU  
MÊME NIVEAU (HABITANTS  
ET AUTRES ACTEURS) "



Retrouvez en introduction du  
guide quelques définitions  
liées à la participation.

# POURQUOI FONT-ILS LE CHOIX DE LA PARTICIPATION ? QUELLES SONT LES PLUS-VALUES ?

## Pour s'assurer de l'efficacité des projets

De manière générale, on constate de nombreux dysfonctionnements dans les projets mis en place sur les territoires. Qu'ils viennent des institutions ou des acteurs de terrain, **les projets descendants** (venant des décideurs vers les usagers sans consultation) **ne s'inscrivent pas dans le temps**, les solutions apportées « tombent à côté », car elles ne répondent pas aux besoins des personnes concernées.

L'implication des parties prenantes (concernées de près ou de loin par le projet) **est une garantie supplémentaire pour qu'un projet fonctionne**. Pour certains, c'est le seul moyen d'être pertinent, de prendre en compte les réels besoins des gens. Et indirectement, cela permet **d'optimiser les dépenses publiques**.

En effet, à travers la participation des personnes concernées, on vise, dans un premier temps, à **prendre en compte les représentations et les besoins réels** de chacun pour ensuite converger vers des projets communs et ainsi proposer des solutions adaptées, favorisant leur pérennité.

Outre la question de la prise en compte des besoins et des représentations initiales, la participation peut viser aussi à **mettre à contribution toutes les forces actives**, notamment celles des habitants usagers. On parle **d'expertise d'usage** (les utilisateurs directs d'une installation ont, par ce fait, une connaissance importante de celle-ci et une capacité à identifier ses forces et faiblesses). Chacun a des savoirs, des savoir-faire, des compétences qu'il faut reconnaître pour les capitaliser, les mettre en synergie et ainsi co-construire les projets opérationnels.

Compter sur les connaissances des « diversités », interpellier leurs compétences sont des atouts pour le réalisme du projet et des actions à programmer sur le terrain, ainsi que pour inscrire les résultats dans la durée.

La participation à la conception d'un projet **et la co-construction** peuvent générer un engouement, une envie, une projection et permettre donc, à la personne impliquée, de mieux saisir l'intérêt d'un projet, de **se l'approprier** et d'y croire pour le porter.

Sans aller jusqu'à la co-construction, la simple consultation (après prise en compte des besoins réels) peut permettre de confronter les bénéficiaires avec les solutions proposées et de vérifier leur acceptation et leur adéquation.

### TÉMOIGNAGES DE L'OFFICE DE L'EAU DE GLUYANE (OEG) SUR L'INTÉRÊT ET LES RAISONS DE SON ENGAGEMENT VERS CE TYPE DE DÉMARCHE

**Myriane Inimod**, responsable de la cellule conseil et assistance.

« Différents constats en sites isolés ont mené l'OEG aux démarches participatives. Dans le cas du village Favard par exemple :

- un financement (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, Commune, autres) a permis d'installer des toilettes au milieu du village. Or, l'installation avait été réalisée suite à l'identification d'un manque, mais sans concertation. Elles n'ont jamais été utilisées, par pudeur ;
- la méconnaissance de l'utilité du système de chloration servant à potabiliser l'eau a conduit un agent communal à arrêter le système, sur demande des habitants pour des questions de goût, ce qui a conduit à une consommation d'eau non potable et à des problèmes de santé chez les nourrissons.

Ces investissements publics ont donc été réalisés à perte et sont accompagnés de risques sanitaires, ce qui a conduit l'OEG à aller vers une approche différente, impliquant les habitants, mais aussi en sensibilisant et en encourageant les collectivités à aller vers ces pratiques.

Ainsi l'OEG a la volonté d'intégrer une approche participative dans tous les projets avec l'intégration dans les marchés publics d'un critère "démarche participative/sociale" chaque fois qu'il y a participation financière de l'OEG. L'objectif est double : comprendre et prendre en compte les attentes et besoins des habitants pour améliorer le service public, et que les projets deviennent ceux des habitants pour qu'à terme, le maître d'œuvre disparaisse.

La première expérience de l'OEG en question est celle de l'enquête de perception sur les systèmes d'assainissement non collectif (présentée dans ce livret, p. 27). Dans ce cas de figure, les habitants ont été consultés pour la définition de solutions pilotes. Ils sont aujourd'hui associés à la phase expérimentation pour tester la construction et l'utilisation de leur propre système. »

## 🏠 Pour favoriser la prise de conscience et la mise en action

Ce type d'approche peut permettre de changer les comportements à deux niveaux.

D'une part, pour pouvoir participer, il est nécessaire au préalable de comprendre le contexte dans lequel on va s'impliquer et d'établir un diagnostic partagé. Ces étapes, de compréhension du contexte et de diagnostic, passent notamment par une phase de sensibilisation, d'appropriation d'un langage commun et de partage des connaissances. Cela favorise donc **une prise de conscience vis-à-vis de la thématique** traitée. Ainsi, ce type d'animation de projet permet une implication des participants et intègre également une valeur éducative.



### TÉMOIGNAGE DE L'ASSOCIATION GEPOG

**Anna Stier**, Coordinatrice du programme Savanes

(présenté dans ce livret, p. 11).

« l'étape de recueil des perceptions a permis d'identifier un ensemble d'intérêts patrimoniaux liés aux savanes naturelles, paysagers, historiques et culturels, mais surtout de prendre conscience de la valeur de ce milieu. La dynamique autour du projet savanes va au-delà de l'objectif de valorisation, elle aide la cause ». La cause étant la préservation et la conservation de ces milieux.

D'autre part, la mise en action par ce type d'approche permet de valoriser **les capacités d'agir** des participants et de développer **le sentiment de légitimité**. Et ainsi, cela a pour effet d'enrayer la passivité des gens en les rendant acteurs et en les impliquant dans une démarche de structuration pour améliorer leur environnement. Comme dans le projet de l'Îlet Malouin (présenté dans ce livret, p. 15) à Cayenne où le groupe moteur s'est constitué en association pour pérenniser les actions d'animation dans le quartier.

## 🏠 Pour établir une relation de confiance

Les acteurs rencontrés sont unanimes, mettre en œuvre la (réelle !) participation des parties prenantes dans un projet est créateur de liens et permet d'instaurer une relation de confiance. Cette relation de confiance est une condition, mais aussi une conséquence.

**Elle s'installe à travers différents paramètres : le temps, la relation humaine, les outils, le principe de transparence, etc.** Tous les acteurs autour de la table sont mis au même niveau et chacun apprend : habitant, chercheur, technicien, élu.



### TÉMOIGNAGE DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE SAINT-GEORGES DE L'OYAPOCK

**Fernanda Gueye**, Chargée de mission au service projet.

(présenté dans ce livret, p. 30), au-delà des résultats pour le diagnostic.

« le plus de la démarche a été de se faire connaître, de faire savoir qui est le CCAS (structuration en 2011 avec intégration des compétences sociales fin 2012), quel est son rôle sur le territoire, et d'instaurer une relation de confiance pour la suite ».

### TÉMOIGNAGE

### PARC AMAZONIEN DE GLYANE

« Dans le cas du projet autour de la chasse, les réticences ont progressivement laissé place à un lien de confiance, puis à une reconnaissance du rôle du PaG comme facilitateur de l'expression des coutumes locales. »

**Raphaëlle Rinaldo**,  
Responsable service  
scientifique

# MÉMO

## Limites et difficultés

*À travers les différents retours d'expériences recueillis, un ensemble de points de vigilance a été soulevé. En voici un résumé. Vous les retrouverez à travers le livret 2 « Préparer et animer un projet participatif ».*

### // La mise en œuvre

**C'est une démarche qui se construit et évolue au fur et à mesure :** nécessité de savoir adapter le cadre, le temps (pour le processus participatif, pour l'action). Difficulté à concilier avec un cadre administratif par exemple.

**La participation requiert de véritables compétences :** d'animation de réunions, de médiation, d'écoute active, de production des outils et supports adaptés, de restitutions.

**Il persiste un doute sur la possibilité de mise en œuvre d'une réelle participation** des parties prenantes au regard des moyens alloués (temps, financement, etc.)

### // Les résultats

**Rester concret et transparent** sur les niveaux d'implication des habitants vis-à-vis des propositions formulées et être vigilant quant à leur faisabilité pour ne pas décourager, générer des illusions, voire des frustrations et/ou un sentiment de colère.

Pour cela, il est important de rester dans le champ de compétences de la structure porteuse, pour être en capacité d'accompagner le groupe.

### // L'effet de mode

**Que la démarche participative soit un vrai objectif**, ne pas en faire pour en faire, pour se donner bonne conscience (ou pour contribuer à donner une image positive du commanditaire). La concertation est aussi un business.

### // Le besoin de sensibilisation

**Sensibiliser les financeurs** à la nécessité de donner du temps à ce type de démarches (sinon bricolage). Lors du montage de ce type de projets : proposer un phasage et des étapes (de validation) auprès des politiques.

D'un autre côté, **sensibiliser les participants au temps nécessaire**, d'une part pour la construction collective d'une action, d'autre part en lien avec le fonctionnement administratif auquel les actions vont être liées. Il peut aussi être envisagé de co-construire le calendrier.

# ILS ONT FAIT

## SE REPÉRER PARMIS LES RETOURS D'EXPÉRIENCES

22 acteurs ont été rencontrés pour l'élaboration de ce livret et 14 projets nous ont été présentés. Autant d'approches et de pratiques variées. L'ensemble des retours d'expériences recueillis auprès des acteurs a été exploité pour réaliser le guide. Retrouvez des témoignages de tous les acteurs dans la totalité du guide pratique.

	Projets / Propos recueillis auprès de...	Qui sont les participants ?	Qui a identifié le besoin ?	Animation de la démarche par...	Thématique principale	Niveaux de participation
<b>Porteurs de projets rencontrés (apparaissant dans le guide)</b>						
p. 7	<b>MAYOURI SANTÉ-ENVIRONNEMENT</b> Association DAAC	Habitants	Par l'association porteuse	Association	Cadre de vie	Décision
p. 11	<b>VALORISATION DES SAVANES</b> Association GEPOG	Professionnels et habitants	Par l'association porteuse	Association	Milieu naturel	Décision
p. 15	<b>ÊTRE EN TERRITOIRE</b> Association Mizion Earth	Habitants	Par l'association porteuse / Habitants	Association	Cadre de vie	Décision
p. 18	<b>AMÉNAGEMENT ALTERNATIF, À L'URBANISATION SPONTANÉE</b> ONG GRET	Habitants	Par les services déconcentrés de l'État	Bureau d'études	Aménagement	Concertation
p. 21	<b>ENQUÊTES CHASSE</b> Parc amazonien de Guyane	Habitants	Par l'EPCI porteur	EPCI	Faune sauvage	Concertation
p. 24	<b>ZONE DE DROITS D'USAGE COLLECTIFS</b> Association GRAINE Guyane	Habitants	Par les services déconcentrés de l'État	Association	Aménagement	Concertation
p. 28	<b>PAROLE DE CITOYENS</b> Centre de ressources Kaleda	Habitants	Par l'association porteuse	Association	Cadre de vie	Concertation
p. 31	<b>PERCEPTION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b> Bureau d'études Kalitéo Environnement	Professionnels et habitants	Par un établissement public local	Bureaux d'études	Assainissement	Consultation
p. 34	<b>OYAPOCKOIS PARLONS SANTÉ</b> CCAS de Saint-Georges-de-l'Oyapock	Professionnels et habitants	Par la collectivité porteuse	Collectivité	Cadre de vie/ Santé	Consultation
p. 37	<b>ÉLECTRIFICATION PARTICIPATIVE EN AMAZONIE</b> Association Kwala Faya	Habitants	Par l'association porteuse	Association	Énergie	Consultation
<b>Autres porteurs de projets rencontrés</b>						
	<b>PROJET DE TOURISME COMMUNAUTAIRE AU VILLAGE FAVARD</b> Association Peupl'en Harmonie	Habitants	Habitants	Association	Éco-tourisme	Décision
	<b>AGIR ENSEMBLE POUR VIVRE MIEUX SUR LE HAUT-MARONI</b> Association ADER	Habitants	Par l'association porteuse / Habitants	Association	Santé	Concertation
	<b>SOLUTION ALTERNATIVE À L'HABITAT SPONTANÉ</b> - Chorus	Habitants	Commande publique	Bureau d'études	Aménagement	Consultation
	<b>WATRA NA LIBI</b> Association Mama Bobi	Habitants	Par l'association porteuse	Association	Cadre de vie	Consultation

Et l'Office de l'Eau de Guyane, l'Agence Régionale de Santé, l'Atelier Santé Ville Matoury, Marianne Palisse (anthropologue).



Propos recueillis auprès de  
l'Association DAAC Guyane

Niveau d'implication  
des participants

INFORMATION

CONSULTATION

CONCERTATION

**DÉCISION**



# Mayouri SANTÉ- ENVIRONNEMENT

**Participants/zone géographique** : habitants des quartiers  
Îlet Malouin et Leblond à Cayenne

**Période du projet** : depuis 2013

## La structure et ses missions

L'association DAAC Guyane (Développement, Accompagnement, Animation, Coopération) a été créée en 2000 à l'initiative des habitants du quartier de la BP 134 (Rémire-Montjoly), aujourd'hui appelé Cité Arc-en-Ciel.

DAAC Guyane est une association de médiation sociale qui mène des actions collectives pour le développement des territoires, propose des accompagnements individuels à l'accès aux droits et anime des lieux d'expression, d'échanges et de valorisation des savoirs.

Elle intervient dans les quartiers de l'Île de Cayenne et dans l'Est guyanais, notamment à Saint-Georges, sur des programmes transfrontaliers, en coopération avec le Brésil.

DAAC Guyane développe une approche globale et communautaire de la médiation sociale qui place les personnes, les familles et les communautés au cœur de l'action.

L'expérience des médiateurs de l'association démontre l'intérêt et la pertinence d'une démarche communautaire participative pour contribuer efficacement à la réduction des inégalités sociales dans les quartiers et des risques sanitaires liés à l'environnement.

## Contexte et histoire du projet

Dans le cadre d'un financement de la Mairie de Cayenne et de l'Agence Régionale de Santé (ARS), DAAC a réalisé en 2013-2014 des diagnostics santé-environnement (eau potable, maladies vectorielles, déchets et électricité) dans 9 quartiers prioritaires de l'île de Cayenne (Îlet Malouin, La Mâtine, Digue Leblond, Mango, Ploermel, Tarzan Cay et Tarzan RM, BP 134, Cogneau). Ces diagnostics ont été construits sur la base de nombreuses consultations de la population concernée.

En décembre 2014, un groupe de travail sur la thématique « cadre de vie et santé-environnement » pour le futur Contrat Local Santé de Cayenne (CLS) a été constitué. Il a été décidé de cibler l'action commune et concertée des acteurs sur 3 quartiers cibles de Cayenne afin de mobiliser et de mutualiser les moyens dans un objectif d'efficience.

En 2015, la Mairie de Cayenne et l'ARS ont ainsi mandaté DAAC pour donner suite aux diagnostics par la mise en place d'actions dans 2 des 9 quartiers diagnostiqués : Leblond et l'Îlet Malouin regroupant des habitants de diverses origines (Brésiliens, Guyaniens, Haïtiens, quelques Africains). Le choix des quartiers a été arrêté de manière collective lors d'une réunion du Groupe de Travail du CLS à la suite de la proposition de DAAC : nécessité de donner suite à la phase de diagnostic, présence de personnes, ressources actives, quartiers prioritaires pour les structures présentes.

## Objectifs généraux

### Objectif principal

- Améliorer la santé des habitants vivant dans les quartiers précaires de l'Île de Cayenne en les incitant à agir de manière participative sur leur environnement.

### Objectifs secondaires

- Accompagner les habitants dans leurs parcours de vie.
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des personnes vulnérables.

## Démarche et outils

### 1 Diagnostic partagé (2013 – 2014)

Afin d'obtenir une analyse exhaustive, les diagnostics se sont appuyés sur plusieurs méthodologies à la fois qualitatives et quantitatives. Quelle que soit la méthodologie utilisée, les personnes sollicitées l'étaient à titre anonyme et volontaire. Ont donc été combinés des questionnaires individuels semi-directifs, des récoltes de données socio-démographiques, une recherche bibliographique, des rencontres avec les acteurs agissant dans les domaines de la lutte contre les maladies vectorielles, la gestion de l'eau et des déchets, mais aussi des temps collectifs avec les habitants.

### DES RÉUNIONS PUBLIQUES

Les objectifs étaient de collecter la parole des habitants sur les problématiques de l'enquête (accès à l'eau potable et à l'électricité, lutte contre les maladies vectorielles, gestion des déchets), d'identifier de manière participative les problématiques du quartier, les freins et les leviers, et de mobiliser les habitants dans le cadre d'une démarche d'empowerment ou de « pouvoir d'agir ». Les réunions se tenaient en début de soirée afin de rassembler un maximum de personnes, en s'adaptant aux rythmes de vie des habitants. L'association s'est appuyée sur des personnes-relais pour organiser les réunions qui ont rassemblé une trentaine de participants.

La méthode utilisée a été la suivante :

- identification et mobilisation de relais dans les quartiers pour diffuser l'information ;
- mobilisation des habitants en porte-à-porte et par messages par haut-parleur (multilingues) ;
- animation de la réunion dans la langue de la communauté la plus représentée (avec traduction

simultanée si besoin) et selon une grille pré-établie de collecte d'informations ;

- sensibilisation et information en fonction des besoins ;
- analyse en fonction de la grille de lecture établie.

### DES ATELIERS PARTICIPATIFS

Le premier atelier portait sur les **Connaissances, Attitudes, Pratiques (CAP)** des habitants du quartier et avait pour objectifs d'identifier les connaissances des habitants, de diagnostiquer de manière participative la situation générale des thématiques choisies et de sensibiliser les habitants par l'échange et la régulation par le groupe.

La méthode employée était la suivante :

- mobilisation de 8 à 12 habitants du quartier ;
- animation d'une réflexion sur un outil de photo-langage (trois piles) permettant la récolte des CAP ;



Atelier participatif à l'Îlet Malouin CRÉDIT PHOTO : DAAC

- analyse des données selon une grille pré-établie.

Le deuxième atelier consistait en une **cartographie participative** qui avait pour objectif de mieux connaître le quartier d'un point de vue géographique et « spatial ». L'intérêt est d'avoir une vision partagée du quartier qui prenne en compte les perceptions des habitants tout en incluant les limites et contraintes officielles.

La méthode utilisée a consisté en :

- la mobilisation de 8 à 12 habitants du quartier ;
- la réalisation de dessins individuels des habitants



Atelier participatif à l'Îlet Malouin CRÉDIT PHOTO : DAAC



de leur représentation spatiale du quartier et des points de repère en lien avec leurs pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement ;

- la confrontation des représentations de chacun, récolte des données et animation des discussions entre habitants ;
- l'analyse des données selon une grille pré-établie.

## 2 Restitution du diagnostic et proposition d'actions collectives (2015)

Afin de restituer les résultats des diagnostics précédemment effectués dans les quartiers sélectionnés, des réunions publiques ont été organisées en mai 2015 dans ces quartiers avec les habitants et la participation des partenaires impliqués sur les thématiques (ARS, Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL), Mairie de Cayenne, Conseil Régional (CR, actuelle Collectivité Territoriale de Guyane), Société Guyanaise Des Eaux (SGDE). La restitution des diagnostics aux habitants s'est déroulée comme suit :

- présentation synthétique et illustrée sur les diagnostics ;
- discussion autour de la présentation, émission de propositions et définition d'actions. Un travail en sous-groupes était initialement prévu, cependant les habitants ont demandé à changer la forme et à rester en un groupe entier, ce qui a été fait ;
- animation auprès des enfants dans un double objectif de collecte des représentations via l'outil « dessine-moi... ton quartier » et pour favoriser la participation et l'attention des adultes, rassurés par la prise en charge de leurs enfants.

## 3 Mise en place de groupes de travail et mise en action (2015)

Un Groupe de Travail (GT) a ensuite été mis en place dans le but de définir ensemble les moyens d'améliorer leur cadre de vie. Plusieurs outils tels que : « Le *brainstorming* », « Qui fait quoi ? » ont permis de proposer et de décider des actions à mettre en œuvre pour améliorer la gestion de l'eau et des déchets dans leur quartier.

### À l'Îlet Malouin

- **GT1** : les habitants ont fait des propositions de solutions (drainage du canal, raccordement des dernières habitations au réseau d'eau, débroussaillage du quartier sur son ensemble, ramassage des poubelles jusqu'au fond du

quartier...) pour assurer une meilleure gestion de l'eau et des déchets dans leur quartier grâce au « *brainstorming* ».

- **GT2** : préparation du *mayouri* via « Le *brainstorming* » et partage des tâches et responsabilités via le « Qui fait quoi ».
- **GT3** : mise en place du *mayouri* dans le quartier. Le *mayouri*, proposition d'action de DAAC, n'avait pas été retenu au début par les habitants, car non reconnu comme une priorité. L'installation de la borne-fontaine les a fait changer d'avis, car ils ont eu une réponse concrète et adaptée à l'une de leurs demandes principales et ont ainsi pu s'investir dans un projet qui leur était moins prioritaire. Le *mayouri* a été pensé globalement avec des petits aménagements tels que la construction de bancs publics par les habitants.
- **GT4** : évaluation participative de l'accompagnement et des actions mises en place (outil « Succès-Échecs-Potentialités-Obstacles »).

Cette action a permis la concrétisation de plusieurs propositions qui sont ressorties des temps de travail avec les habitants :

- installation d'une borne-fontaine par la SGDE ;
- distribution de poubelles individuelles par la CACL, quelle que soit la situation de résidence ;
- mise en œuvre d'un *mayouri* soutenu par l'attribution d'une aide d'environ 700 euros par la Mairie de Cayenne (dans le cadre du Fonds pour les Habitants) ;
- création d'une association des habitants du quartier : en parallèle à ces groupes de travail, un accompagnement a été effectué auprès de plusieurs habitants de l'Îlet Malouin afin de les aider dans la création d'une association. L'association « Fanmi Îlet Malouin » a ainsi vu le jour au dernier trimestre 2015.

### Dans le quartier La Mâtine

Un premier groupe de travail a permis un échange autour des problématiques et des stratégies (individuelles et collectives) mises en place pour gérer les déchets, pour s'approvisionner en eau, ainsi que leurs limites. Des propositions d'amélioration ont été formulées. Lors du deuxième groupe de travail, dédié à la définition d'une action commune, il a été décidé de travailler sur les thèmes de la scolarisation des enfants du quartier (réalisé par la suite en porte-à-porte) et sur l'accès aux droits (réunion publique).

## Les outils utilisés

*Succès-Échecs-  
Potentialités-Obstacles*

*Le brainstorming*

*Qui fait quoi ?*

*La réunion publique*

*Dessine-moi...*

*À retrouver en partie III du guide.*

## Bilan et atouts de la démarche participative

La participation a suscité une mobilisation plus importante des habitants autour des actions de DAAC. En effet, les habitants des quartiers sont souvent consultés ou soumis à des enquêtes pour de multiples raisons sans qu'ils ne voient de changements concrets sur leurs conditions de vie. Le fait d'aller au-delà de l'information ou de la consultation des habitants a permis à la fois de consolider le lien de confiance avec eux et de renforcer leur implication et leurs prises d'initiatives dans les projets de développement de leur quartier.

Pour fonctionner, ce projet a nécessité trois axes de travail indissociables et d'égale importance :

- animation des partenariats et mobilisation des structures ressources ;
- médiation, mobilisation et animation auprès des habitants afin de lever les barrières de la langue et dans le maintien de la mobilisation des participants aux séances de travail ;
- situations de vie collectives et individuelles relativement stables pour pouvoir se projeter dans l'amélioration de leur cadre de vie. En effet, au niveau du quartier de la Mâtine, malgré des groupes de travail relativement similaires au départ, aucune action d'amélioration du cadre de vie n'a pu être mise en œuvre. Les habitants ont des conditions de vie particulièrement précaires, avec la menace à court terme d'une évacuation. De ce fait, des actions sur les

problématiques aiguës des habitants, accès aux droits et accès à la scolarisation, ont finalement été menées.

## Moyens

En moyenne, trois médiateurs et/ou animateurs (Français / Portugais / Anglais créole) ont été mobilisés pour chacune des sessions ainsi que des bénévoles.

Dans le détail :

- internes à l'association : 8 salariés, 5 bénévoles, mise à disposition de matériel (sono, véhicules, chaises, tables, tentes...) ;
- externes : sollicitation des partenaires associatifs et institutionnels pour la mise à disposition de personnels et/ou de matériel.

## Partenaires

ARS, Développement Social et Rénovation Urbaine (DSRU) de Cayenne, SGDE, CACL, Conseil Régional de Guyane, Mizion Earth, Cimade, GRAINE Guyane.



## CONTACT

**Association DAAC Guyane**

26 rue Alpinia - BP 134  
97354 Rémire-Montjoly Cedex  
05 94 30 44 80 / 06 94 41 96 01  
daac.guyane@laposte.net  
<http://www.daacguyane.org/>



Propos recueillis auprès de  
l'Association GEPOG

### Niveau d'implication des participants

INFORMATION

CONSULTATION

CONCERTATION

**DÉCISION**



# Élaboration et mise en place d'un plan de **VALORISATION DES SAVANES**

**Participants/zone géographique :** agents de mairie, associations, établissements publics et habitants liés aux milieux des savanes d'Iracoubo et de Sinnamary

**Période du projet :** juin 2013 - septembre 2015

## La structure et ses missions

L'association Groupe d'Étude et de Protection des Oiseaux en Guyane (GEPOG) a pour mission :

- d'améliorer la connaissance sur les oiseaux et les milieux de Guyane ;
- de contribuer à leur protection ;
- d'éduquer et de sensibiliser à l'environnement.

Dans ce cadre, le GEPOG coordonne en Guyane le programme Life+ Cap Dom visant la connaissance, la gestion et la protection d'espèces d'oiseaux et d'habitats menacés dont font partie les savanes de Sinnamary et d'Iracoubo.

## Contexte et histoire du projet

L'une des actions initialement prévues dans le cadre du programme Life était la valorisation du milieu des savanes à travers un sentier de randonnée VTT et un observatoire. Or, pour le comité de suivi impliqué depuis 2011 dans ce programme, cette proposition n'était pas adaptée aux spécificités des savanes.

Le GEPOG a alors, en 2013, fait la proposition à la Commission européenne (financeur du

programme) de faire des ateliers participatifs pour rechercher un moyen de valorisation adapté et le mettre en œuvre par la suite.

La proposition a été acceptée et un groupe de travail s'est alors constitué, composé des membres du comité de suivi du programme (tous ont été volontaires pour participer aux ateliers) et d'habitants des deux communes, recrutés par voie de communication (affiches et sites Internet des mairies), et par une anthropologue ayant fait au préalable, pour le GEPOG, une enquête de perception des savanes (par entretien) auprès des habitants.

## Objectifs généraux

- Déterminer quels sont les grands objectifs auxquels un plan de valorisation des savanes devrait répondre.
- Identifier les outils et/ou actions permettant de répondre à ces objectifs.
- Élaborer des propositions de valorisation des savanes pour les mairies des deux communes pour fin 2014.
- Évaluer le projet et la démarche participative mise en œuvre avec les participants et les acteurs concernés.

## Démarche et outils

La programmation des ateliers et les objectifs ont été présentés et validés dès le premier atelier.

**Un atelier a été programmé tous les deux mois**, à jour fixe, les mercredis matin. Les dates et lieux étaient définis à chaque fin de réunion.

Au départ, les ateliers avaient lieu à la Maison de la Nature de Sinnamary, car située entre les deux communes. Par la suite, ils ont eu lieu dans des salles mises à disposition par les communes pour faciliter la venue des participants et assurer un équilibre entre les deux communes.

Chaque rencontre a fait l'objet d'une attention particulière vis-à-vis de l'accueil et de la convivialité. Une collation était systématiquement proposée, par un traiteur local.

### 1 Recueil des perceptions des savanes (03/2014 – 12 participants)

Chaque participant disposait de 3 post-it sur lesquels il pouvait inscrire un mot ou un concept qui lui paraissait représentatif des savanes. Un petit groupe a eu pour mission de regrouper les idées et de nommer les groupes d'idées ainsi formés. Cette étape a permis d'identifier un ensemble d'intérêts patrimoniaux liés aux savanes (patrimoines naturels, paysagers, historiques et culturels), mais surtout de prendre conscience de la valeur de ce milieu.

Les participants ont ensuite été invités à définir les objectifs d'un plan de valorisation des savanes. Un atelier « **boule de neige** » a été proposé. Les participants avaient pour exercice de réfléchir individuellement, puis par deux, par 4... à 5 objectifs jusqu'à se retrouver en demi-groupe pour faire une restitution collective. La constitution des groupes a été faite au hasard, par un système de tirage au sort avec des pastilles de différentes couleurs. Une mise en commun et des échanges en groupe complet ont ensuite eu lieu pour établir la liste finale d'objectifs.

### 2 Créativité et recherche d'actions (05/2014 – 8 participants)

À la fin de la séance précédente, la consigne avait été donnée de ramener, pour la séance suivante, un objet représentant ce qu'est la valorisation de la nature pour chaque participant. L'objectif était d'induire la réflexion sur le thème entre les ateliers, la prise de parole individuelle et de favoriser l'émergence d'idées, mais aussi de rendre concrète l'idée de valorisation, notamment des savanes. Un rappel par téléphone a été

effectué entre les deux ateliers, pour stimuler et lever les gênes vis-à-vis de la consigne. L'atelier a débuté avec la présentation des objets. Afin de les guider, les participants devaient commencer leur présentation par « **J'ai ramené cet objet, car pour moi la valorisation de la nature, c'est...** ». Chaussures de randonnées, huile essentielle, sac plastique, héliconia... ont été apportés. Cette activité a eu pour effet de créer un climat de convivialité et a fait ressortir des idées et concepts intéressants.

Il a ensuite été proposé aux participants de réfléchir individuellement en 3 minutes à toutes les actions qu'il serait intéressant de mettre en place, avec comme précision que toutes les idées, même les plus farfelues, étaient acceptées et avec un rappel des objectifs et des patrimoines identifiés lors de la séance précédente.

L'animateur a donné des exemples très éloignés du contexte (Québec) pour stimuler les idées.

**Un tour de table sans débat** et une synthèse des idées par demi-groupes ont été faits, puis chaque demi-groupe a présenté sa synthèse.

Les actions ont ensuite été réparties dans les tableaux à double entrée, reprenant les objectifs et les patrimoines, établis lors des ateliers précédents, pour vérifier notamment leur cohérence avec ceux-ci.

### 3 Hiérarchisation et faisabilité des actions (07/2014 – 9 participants – 2 animatrices supplémentaires)

Un **travail autour de cartes** a été proposé pour repérer très concrètement les intérêts patrimoniaux des savanes. Trois sous-groupes ont été constitués : patrimoines naturels et paysages, patrimoines historiques et culturels et potentialités d'aménagements (par exemple, la présence d'accès par piste ou route ou de place pour un



Atelier "Cartographie" CRÉDIT PHOTO : GEPOG

aménagement). Chaque groupe s'est réparti sur les trois cartes où un animateur était présent. Les sous-groupes ont ensuite tourné, de sorte que chacun apporte son expertise pour chaque thème.

Tous les potentiels ont été regroupés sur chaque carte, ce qui a permis d'identifier trois zones thématiques : usages et évolution, paysages/biodiversité, histoire et culture.

Puis, des groupes de travail ont été formés autour de chaque zone thématique pour commencer à rédiger des fiches projet. La répartition des participants dans les groupes a été libre.

#### 4 **Étude des propositions et consensus** (10/2014 – 10 participants)

Lors de cet atelier, qui a eu lieu en groupe complet, le GEPOG a présenté une compilation et une **synthèse de l'ensemble des propositions** faites lors des divers ateliers. Des échanges ont eu lieu.

Le GEPOG s'est ensuite engagé à faire ces propositions aux mairies et à revenir vers les participants pour les tenir informés des décisions.

À cette étape, les participants ont manifesté leur volonté de poursuivre leur implication dans la mise en œuvre concrète des actions qui seront retenues et de poursuivre le travail en groupe par thème.

#### 5 **Réalisation des actions** (02/2015 et 03/2015 – 11 et 9 participants)

La fin de l'année 2014 et le début de l'année 2015 ont été consacrés à l'identification (par le GEPOG) d'une proposition du groupe de travail pouvant être mise en œuvre parmi celles identifiées précédemment, tout en considérant les contraintes : fin du programme de financement, obtention de nouvelles sources de financement, volonté des mairies des territoires concernés, etc.

Durant l'ensemble de la démarche, les comptes-rendus ont été diffusés uniquement au sein du groupe, afin d'éviter des freins vis-à-vis des propositions qui pouvaient être faites. Ce sont les propositions finales qui ont été présentées aux décisionnaires.

**La proposition retenue est la réalisation d'un parcours thématique sur la commune de Sinnamary.** Différents points de valorisation répartis dans la commune ont été choisis en fonction de leur lien avec un des thèmes identifiés et de leurs localisations. Ces points ont été dotés d'un mobilier public et d'un fichier sonore regroupant des témoignages d'habitants et de professionnels ainsi que des ambiances sonores et musicales.

Ainsi, début 2015, le groupe a de nouveau été impliqué et a travaillé à l'ajustement de cette proposition vis-à-vis des nouvelles données. Il a accompagné sa réalisation à travers deux groupes de travail, en présence d'un scénographe, puis d'un réalisateur sonore (structuration du parcours, utilisation des nouvelles technologies, sons, visuels, interviews).

En dehors de ces deux temps de travail collectifs, les participants se sont impliqués individuellement dans la mise en place de l'action : repérage sur le terrain, témoignage à travers des interviews, etc.

#### 6 **Évaluation participative** (09/2015 – 10 participants)

Une fois le parcours inauguré, le GEPOG a proposé aux participants d'évaluer deux volets du projet : les réalisations et la démarche participative mise en place. Ce temps de travail a également permis de faire des propositions de perspectives pour les mois et années à venir.

Dans un premier temps, il a été proposé au groupe de revenir sur la notion de « participation » afin de faciliter l'évaluation de la démarche par la suite, à travers un outil permettant de **définir avec des mots le concept** (le « Buller »).

**L'outil SEPO (Succès-Échecs-Potentialités-Obstacles)** a ensuite été utilisé pour évaluer les réalisations (« Le Chemin des Savanes ») et la démarche employée pour mener à bien le projet. Séparés en deux groupes par tirage au sort, les participants ont d'abord eu un temps individuel pour réfléchir à quelques éléments d'évaluation, puis les ont mis en commun, cela a été suivi d'une restitution rapide en groupe complet.

Pour finir, les potentialités ont fait l'objet d'un vote indicatif afin d'identifier les actions qui semblent prioritaires et pour lesquelles les participants seraient susceptibles de s'impliquer dans les mois à venir.

## Les outils utilisés

*Le métaplan*

*Le boule de neige*

*Le world café*

*Le brainstorming*

*La cartographie participative*

*Succès-Échecs-  
Potentialités-Obstacles*

*Le buller*

*Le vote indicatif*

*À retrouver en partie III du guide.*

## Bilan et atouts de la démarche participative

La démarche a été bien accueillie puisque le souhait de retravailler les propositions de valorisation émergeait du comité de suivi lui-même. Les participants se sont mobilisés jusqu'au bout et ont manifesté leur intérêt pour poursuivre leur implication par la suite.

La transparence, le respect du cadre, le maintien d'un rythme, ont permis de mettre les participants à l'aise, de les valoriser, de favoriser un climat d'écoute et ainsi d'avancer ensemble pour aboutir à des propositions co-construites et partagées.

L'évaluation participative a permis de confirmer le fait que les participants ont apprécié la démarche. Ils proposent de la reproduire sur d'autres projets, mais en allant plus loin et en cherchant à impliquer davantage d'autres acteurs, et notamment d'autres habitants.

## Moyens

L'ensemble des participants s'est impliqué de façon bénévole.

Les mairies ont mis à disposition gratuitement salles, tables et chaises et ont assuré la communication gratuitement également.

Pour la mise en place de la démarche, ont été mobilisés en plus : 1 personne pour animer les ateliers, des allers-retours supplémentaires, des collations en plus, un temps de travail estimé au double.

Concernant le GEPOG, la valorisation des savanes représente 5 % du programme Life soit 20 000 € comprenant la sous-traitance, trois mois de travail, les allers-retours Cayenne-Sinnamary, 120 € de collation par atelier.

*Financement* : Europe, Région Guyane.

## Partenaires

*Les participants* : des agents de mairie de Sinnamary, une anthropologue, l'association SEPANGUY (Société d'Études, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Guyane avec botaniste, animateur, gestionnaire espace naturel), l'association Iñonoli, l'Office National des Forêts (ONF), le Conservatoire du Littoral (CdL), le Parc naturel régional de Guyane (PnrG) et les habitants d'Iracoubo et de Sinnamary.



### CONTACT

**Association GEPOG**

15 Avenue Pasteur

97 300 Cayenne

05 94 29 46 96

[association@gepog.org](mailto:association@gepog.org)

<http://www.gepog.org/>



Propos recueillis auprès de  
l'Association Mizion Earth

#### Niveau d'implication des participants

INFORMATION

CONSULTATION

CONCERTATION

**DÉCISION**



# ÊTRE EN TERRITOIRE : un projet collectif de quartier

**Participants/zone géographique :** habitants du quartier de  
l'Îlet Malouin à Cayenne

**Période du projet :** de 2012 à aujourd'hui

## La structure et ses missions

L'association Mizion Earth développe divers axes : la valorisation de la jeunesse, le développement individuel des personnes et le développement social communautaire, ainsi que l'accompagnement d'ingénierie de projets dans le cadre de démarches participatives. L'association œuvre dans le champ de la formation universitaire et professionnelle des métiers des sciences humaines et sociales.

## Contexte et histoire du projet

Le projet a débuté dans le cadre d'une formation de Master Éducation formation intervention sociale option politique sociale territoire et stratégie de direction, proposée par l'Institut Régional Des Travailleurs Sociaux de Guyane et la Sorbonne Paris 13. Un groupe de 6 étudiants avait pour mission d'identifier un quartier et ses habitants pour les accompagner dans la mise en place d'un projet collectif de quartier. La phase préparatoire a consisté en un diagnostic de recherche documentaire et un diagnostic « en marchant » sur le territoire. Ces premières phases de rencontre avec les habitants du Village Chinois, les associations, les

institutions et les politiques, ont mis en exergue des personnes-ressources et favorisé le choix du territoire d'intervention. L'Îlet Malouin a ainsi été distingué à l'intérieur du quartier, Village Chinois de Cayenne.

## Objectifs généraux

- Aller à la rencontre d'un territoire : habitants, ressources, capacités d'agir.
- Faire émerger des possibilités d'actions émanant des habitants.
- Mettre en œuvre des actions collectives.
- Restituer la démarche auprès des habitants et des institutions de Guyane.

## Démarche et outils

1

### Diagnostic de territoire (5 à 6 mois)

Le projet a commencé par une étape de recherche biographique du territoire et des habitants. C'est-à-dire **recueillir les récits et histoires de vie des lieux et des acteurs** qui constituent ce quartier, autour de la mémoire collective. La méthode utilisée pour cette étape a été le porte-à-porte.

Cela a abouti à un premier rapport, puis à la production de l'outil « portrait d'acteur » qui décrit l'habitant et met en valeur ses compétences, ses ressources et ses savoirs d'expériences.

L'Îlet Malouin est constitué en trois « sous-quartiers » pour les habitants, d'une part en fonction des communautés (créole, saramaka, brésilienne, hispanophone, les Indiens du Guyana et les Indiens Palikur) qui y vivent et de la typologie géographique de celui-ci (la montagne, Texas et le bas). Pour chaque sous-territoire, les récits de vie ont été réalisés avec les habitants et ont permis d'identifier des personnes-ressources, cela nous a révélé le génotype du territoire. Ces rencontres autour du sensible, de l'expérience de vie partagée, ont **mis en lumière les problématiques, les attentes et les « en-vies » communes**.

Parmi ces besoins, c'est celui en éducation des enfants qui a été identifié et choisi, car il était commun à tous les habitants et correspondait au domaine de compétences du cadre de l'intervention sociale à conduire dans le temps imparti de la démarche de formation recherche-action.

## 2 Concertation (6 mois)

Dans le cadre des rencontres singulières auprès des habitants et des jeunes, il est ressorti des préconisations l'idée de se rencontrer pour **échanger ensemble sur la mise en place d'animations collectives pour les jeunes**. La proposition a ainsi été faite aux habitants de mettre en place ces rencontres. Le jour, l'heure et le lieu ont été fixés en fonction des habitants. La rencontre a eu lieu autour d'un moment convivial dans le quartier devant les habitations. Il s'agissait de favoriser la rencontre entre les gens, de les amener à s'identifier pour se reconnaître et désamorcer si possible les conflits passés et actuels. L'objectif était aussi de montrer à travers les discussions et les échanges que chacun possède une capacité d'agir et un désir d'œuvrer pour le bien communautaire. Ces temps de rencontres ont regroupé entre 30 et 40 personnes.

**Le groupe d'habitants s'est engagé vers une notion d'alliance** : chacun s'engage sur ce qu'il peut faire ensemble, en fonction de ses propres ressources. Ces temps de concertation individuels et collectifs ont permis de programmer un premier projet avec les habitants du quartier : nettoyer une zone en friche du quartier et proposer des après-midi avec des animations socio-culturelles pour les enfants âgés le plus souvent entre trois ans et douze ans.

À cette étape, au moment de s'impliquer dans l'action collective, le constat a été fait d'une diminution du nombre de personnes impliquées. Cette diminution peut être liée à différents facteurs : la priorité des habitants face à leurs préoccupations de subsistance quotidienne, la notion d'investissement individuel et les représentations de chacun face à la notion de responsabilité collective, le temps nécessaire d'une mise en confiance pour agir et vivre ensemble...

## 3 Action

Un prospectus d'invitation a été réalisé et distribué l'avant-veille de chaque manifestation pour informer les jeunes et leurs parents de la manifestation à venir.

Plus d'une centaine de jeunes du quartier, accompagnés de quelques parents, se sont mobilisés pour l'organisation du *mayouri* visant à **défricher un espace du quartier** qui servira de lieu pour des animations à destination d'enfants. Des associations ont été mobilisées pour la réalisation d'animations gratuites les jours des manifestations. Les « leaders » du groupe ont également été mobilisés pour encadrer ces temps collectifs et ont proposé des **activités de découverte sport, tambour, recyclage, activités manuelles, en fonction de leurs compétences**.

De nombreuses éditions de ces journées d'animation ont eu lieu dans la joie et la bonne humeur, environ tous les deux mois jusqu'en juin 2013. Le choix du lieu, de la date, du contenu a été fait avec les habitants. Chacun des événements a été l'occasion de prendre des photos qui ont permis de constituer un livret et une exposition photographique, dont l'objectif est de valoriser les habitants et les actions menées.

Cette démarche biographique et photographique a permis de mettre en lumière les capacités et le pouvoir d'agir des habitants et de la jeunesse. Elle a contribué à favoriser la reconnaissance des uns et des autres, de se reconnaître, de reconnaître l'autre et de favoriser l'échange. Cela inscrit dans les mémoires collectives une empreinte vectrice d'un agir ensemble, d'un être en territoire partagé.

## 4 Valorisation de la démarche auprès des politiques

Une réunion a été organisée au Conseil Régional de Guyane pour **restituer les travaux** de recherche-action de la formation d'intervention



sociale. De nombreux responsables de projets d'interventions sociales et des directeurs de structures présents ont pu échanger sur les notions du pouvoir d'agir des habitants et d'un développement local prenant en compte les paroles des habitants.

## 5 Vers une autonomie du groupe d'habitants

Le groupe « leader », principalement constitué de parents, a désiré s'organiser en association « ESCALE » (Épanouissement Social, Culturel, d'Animation de Loisirs Éducatifs), afin de poursuivre la démarche d'animation collective engagée. Des actions ont vu le jour avec les habitants.



*PAROLE D'UN HABITANT  
DE L'ÎLET MALOULIN*

« Là où il y a une volonté, il y a un chemin ».

## Bilan et atouts de la démarche participative

Le projet étant né dans le cadre d'une formation, il était limité dans le temps et le passage de relais a été pensé dès le départ, pour une prise en main par les habitants eux-mêmes. Le projet a été très positif en matière de cohésion sociale : c'est la première fois que les enfants du quartier ont pu jouer tous ensemble et les habitants, notamment les parents, ont vu qu'ils ont été entendus, capables de faire, ce qui a abouti à la structuration en association d'un



Atelier photo lomographie CRÉDIT PHOTO : MIZION EARTH

groupement d'habitants autour d'une solidarité communautaire. L'association Mizion Earth, dont le responsable de projet est l'un des étudiants, poursuit un accompagnement sur le quartier. Des ateliers photographiques et d'arts plastiques sont conduits afin de permettre aux jeunes de devenir acteurs et auteurs de leur territoire.

## Moyens

Six étudiants ont mené la démarche de diagnostic sur le territoire de l'Îlet Malouin.

5 associations sont intervenues bénévolement pour soutenir l'initiative des habitants à conduire des animations collectives pour la jeunesse du quartier.

## Partenaires

*Un centre de formation professionnelle* : l'Institut régional des travailleurs sociaux de Guyane  
*Une université* : la Sorbonne Paris 13

*Les associations du territoire* : le club de Boxe Thaï, Ne Plus Jeter, Académie tambour de la Crique, Sapokaye, Mizion Earth...



## CONTACT

**Association Mizion Earth**

Lot. Pacheco - 97300 Cayenne

06 94 48 11 36

[mizionearth@gmail.com](mailto:mizionearth@gmail.com)

<http://associationmizionearth.blogspot.com/>



Propos recueillis auprès de  
l'Organisation Non  
Gouvernementale (ONG)  
GRET

Niveau d'implication  
des participants

INFORMATION

CONSULTATION

**CONCERTATION**

DÉCISION

# Aménagement alternatif à L'URBANISATION SPONTANÉE

**Participants/zone géographique :** habitants des quartiers d'habitat spontané de la Zone d'Aménagement Concertée Saint-Maurice et des alentours, Saint-Laurent-du-Maroni, décideurs politiques de Guyane

**Période du projet :** deux missions de 2011 à 2014

## La structure et ses missions

Le GRET est une ONG française de développement qui agit depuis 37 ans, du terrain au politique, pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Ses équipes interviennent sur une palette de thématiques afin d'apporter des réponses durables et innovantes pour le développement solidaire. Ses actions combinent la mise en œuvre de projets de développement local, la conduite d'études et d'expertise, la contribution aux politiques publiques et la capitalisation/diffusion de références.

Convaincu du rôle majeur des villes dans le développement et des besoins d'appui liés à l'urbanisation, le GRET est actif depuis son origine dans la conception et la conduite d'opérations et d'expertises urbaines. Il est guidé par une finalité : lutter contre la relégation urbaine et assurer un droit à la ville pour le plus grand nombre.

## Contexte et histoire du projet

Dans le cadre d'une expérimentation à Saint-Laurent-du-Maroni, le GRET a été missionné par l'État (Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Guyane) en appui à la commune pour travailler sur des modes alternatifs

de traitement de l'habitat spontané (relogement de ménages via un projet expérimental, participatif-évolutif, mêlant auto-construction partielle des logements et aménagement durable du site et un autre d'amélioration-consolidation in situ de quartiers et de logements). Cette mission traite des thèmes du relogement, de l'aménagement et de la conception de nouveaux types de logement : volet technique et financier, volet social, montage, réglementation, en liens avec les besoins, les savoir-faire locaux, les envies du territoire des politiques, des habitants...

Afin de proposer des solutions adaptées et du fait du caractère évolutif et participatif du projet, le GRET a proposé de mener une démarche impliquant les habitants et, dans cette phase pré-opérationnelle, de vérifier les propositions auprès d'eux.

## Objectifs généraux

- Travailler sur de nouvelles démarches relatives au traitement de l'habitat spontané (ex. alternative à la démolition systématique et au relogement « classique » des familles en parc social qui est souvent inadapté).
- Proposer des solutions d'aménagement adaptées, réalistes, répliquables ou adaptables à d'autres contextes d'habitat précaire en Guyane, voire dans d'autres départements d'outre-mer.

## Démarche et outils

Le projet comporte deux grands volets :

- la mise en place d'une opération-test de relogement (110 familles) ;
- l'intervention en sites habités en consolidation-amélioration de quartiers et de l'habitat. Ce volet (en phase d'étude) concerne environ 450 familles (à l'instant T de l'enquête).

### 1 Phase terrain et enquête

La phase terrain comportait une phase de diagnostic préalable qualitatif des dynamiques d'habitat spontané, complété d'entretiens semi-directifs, d'observations (notamment par vol ULM) et de relevés de terrain.

Dans un deuxième temps des enquêtes ménages quantitatives ont été conduites auprès de 70 % des habitats spontanés (recensés) des quartiers objets de l'étude. Les ménages restants n'ont pas pu être soumis à enquête (refus de répondre, absence répétée lors des passages, etc.). Les enquêtes ont été réalisées en langue locale par des enquêteurs Bushinengués formés et embauchés pour cette mission. Il s'agissait d'un questionnaire déclaratif d'environ 300 questions structuré en cinq thématiques : les caractéristiques sociodémographiques du ménage, l'occupation du foncier et du logement, le logement et son environnement, les ressources et dépenses du ménage, les aspirations et le projet résidentiel en vue d'un relogement et/ou de l'amélioration de l'existant. Les entretiens duraient en moyenne une heure. Ils étaient complétés par la prise de photos et de relevés du bâti.

Des focus groups (ou groupes de discussion dirigée) : trois rencontres collectives avec des groupes d'habitants (selon les secteurs des quartiers) ont été organisées afin de compléter les informations et d'aborder des sujets se prêtant mal à un questionnaire comme l'organisation locale des habitants pour l'amélioration des accès, l'entretien des chemins, les pratiques de raccordement informel à l'eau et l'électricité, les conflits éventuels et les potentiels des sites...

### 2 Ateliers de concertation

Cette deuxième modalité de participation concernait l'opération-test de relogement. L'objectif était de présenter aux habitants les propositions élaborées par l'équipe d'étude à la suite des enquêtes et du travail technique, d'évaluer

l'acceptabilité sociale des propositions et de recueillir des suggestions d'amélioration.

Tous les habitants ont été invités (sur environ 110 ménages concernés) par la distribution de flyers (en français et en nengué tongo) distribués en porte-à-porte. Quatre réunions ont eu lieu dans chacun des deux quartiers concernés par le relogement, regroupant à chaque fois entre 35 et 55 personnes.

- **R1** : Présentation des grandes lignes du projet, du cadre. Les messages suivants étaient délivrés afin de ne pas créer de fausses attentes : « Rien n'est sûr, car nous sommes en phase d'étude pré-opérationnelle », « Le Gret est prestataire et non décideur », « Voilà ce qui est discutable et ce qui ne l'est pas comme les financements par exemple ». La présentation était suivie d'un temps de questions-réponses pour lever les doutes ou les incompréhensions sur les propositions techniques et motiver les participants pour les ateliers à venir.
- **R2** : Une réunion était dédiée aux propositions concernant le logement avec pour outils des maquettes.



Ateliers de concertation dans le quartier Jean la Fontaine à Saint-Laurent-du-Maroni CRÉDIT PHOTO : GRET

- **R3** : Une réunion était dédiée à l'aménagement et à l'équipement du quartier avec également des maquettes comme outils.
- Les trois premiers ateliers se sont enchaînés rapidement, sur une semaine et demie (soit un atelier un jour sur deux par quartier).
- **R4** : Une restitution postérieure a été organisée trois mois plus tard. Au total, la démarche a duré trois mois.

Les thématiques abordées lors des ateliers ont été l'eau, l'électricité, l'assainissement, l'amélioration des pratiques avec les habitants et l'existant (ex. bornes-fontaines), l'appréciation des logements proposés et l'ajout de certains détails (comme deux toilettes à prévoir pour les grands logements).

- Les ateliers se sont déroulés en trois parties :
- **explication** (écoute, réactions, questions/réponses). Objectif de cette phase : atteindre le même niveau d'information ;
  - **manipulation des maquettes et discussions collectives** autour des supports. Pour ces ateliers, vingt maquettes ont été réalisées à la main pour présenter huit types de logements, les différents types et tailles de parcelles et schéma d'aménagement plan-masse. Le choix de travailler à la main pour les maquettes est fait, car c'est plus économique, plus vivant, et la simplicité des outils permet de se faire comprendre et de faciliter l'échange. Les maquettes doivent être simples, mais sans pour autant diminuer le niveau d'information qu'elles apportent et surtout, elles doivent être solides et facilement manipulables par les participants ;
  - **retour collectif** autour d'un verre de jus de fruit.

Les notes étaient prises en direct par l'animateur. Un à deux animateurs et un à deux traducteurs (français – *nengué tongo*) étaient présents pour chaque atelier.

Il n'y a pas eu de restitution écrite réalisée pour les habitants, mais une restitution orale a été effectuée dans chaque quartier.

## Les outils utilisés

*L'entretien semi-directif*

*Les focus groups*

*L'utilisation de maquettes, de supports de dessin au format exposition, de manipulation*

À retrouver en partie III du guide.

## Bilan et atouts de la démarche participative

La phase de terrain et d'enquête visait, pour l'équipe d'étude, à prendre connaissance des réalités locales afin d'élaborer des propositions aussi adaptées que possible aux pratiques et attentes des habitants. Il s'agissait également

de faire connaître et reconnaître les situations et les demandes aux décideurs et techniciens locaux. L'enquête constitue un premier niveau – assez limité – d'une démarche de participation. L'intérêt est qu'elle peut être utilisée dans n'importe quel contexte, même le plus défavorable à la participation. L'enquête permet d'établir un état des lieux fidèle, d'informer les habitants, de faire remonter des informations et de créer un premier lien de confiance avec eux.

Les ateliers de concertation sont un deuxième niveau de participation, sous la forme d'une consultation des habitants. L'usage de la langue la mieux maîtrisée par les habitants et la manipulation de maquettes créent les conditions d'un dialogue constructif à partir d'un langage commun. L'attitude positive et constructive des habitants malgré la situation de relogement visait à convaincre la commune qui détient le pouvoir de décision de l'intérêt des propositions et de la participation. Son succès dépend de la compétence de l'animateur(rice) et de la qualité de la préparation.

## Moyens

*Financement* : Direction de l'Environnement et de l'Aménagement Guyane (DEAL).

*Aide logistique* : Commune de Saint-Laurent-du-Maroni (prêt de tentes pour la réalisation des ateliers), l'église (prêt d'un carbet situé dans un quartier).

## Partenaires

Commune de Saint-Laurent-du-Maroni.

## Ressources

[http://www.gret.org/wp-content/uploads/ETli31\\_integral.pdf](http://www.gret.org/wp-content/uploads/ETli31_integral.pdf)



## CONTACT

**ONG Gret**

45 bis, avenue de la Belle Gabrielle -  
94736 Nogent sur Marne

01 70 91 92 00

[gret@gret.org](mailto:gret@gret.org)

<http://www.gret.org/pays/guyane-francaise/>



Propos recueillis auprès du  
Parc amazonien de Guyane  
(PaG)

Niveau d'implication  
des participants

INFORMATION

CONSULTATION

**CONCERTATION**

DÉCISION

# Prise en compte des PRATIQUES LOCALES : le cas des ENQUÊTES CHASSE

Participants/zone géographique : habitants des villages du  
Haut-Maroni

Période du projet : de 2011 à 2013

## La structure et ses missions

Le Parc amazonien de Guyane (PaG) est un établissement public dont les missions sont notamment de :

- préserver et valoriser la prodigieuse biodiversité qu'il abrite ;
- préserver et valoriser les cultures amérindiennes, bushinenguées et créoles, populations vivant sur le territoire ;
- accompagner les communautés vers un développement durable, local, adapté et ce dans le respect des modes de vie.

Dans le cadre de ses missions, le PaG doit donc assurer la durabilité des pratiques traditionnelles tout en préservant l'environnement et en régulant les prélèvements, visant ainsi à prendre en compte les attentes traditionnelles et scientifiques.

## Contexte et histoire du projet

Ce programme s'inscrit dans le cadre du projet d'établissement du PaG qui prévoit des mesures de gestion durable des ressources. Outre le rôle des espèces chassées dans le maintien de l'équilibre écologique du milieu, le gibier occupe une place économique et sociale importante dans

l'ensemble des communautés vivant sur le territoire concerné par le parc. La pratique de la chasse de subsistance dans les communes de l'intérieur et la dimension traditionnelle de la chasse dans ce département témoignent de cette importance.

## Objectifs généraux

- Connaître l'état des populations de gibier.
- Connaître les besoins en gibier (nourriture, culture, cultes).
- Connaître les pratiques (saisonnalité...).
- Connaître les modes de gestion coutumiers des types de chasse (mammifères, oiseaux...).

## Démarche et outils

### 1 Enquêtes

Les habitants ont été soumis à enquête par des médiateurs culturels du PaG sur leurs pratiques. Accompagnés des médiateurs, au retour de la chasse, les chasseurs ont rempli un questionnaire à choix multiples présenté en porte-à-porte sur les moyens de déplacement, la fréquence et la durée des épisodes de chasse, les zones, les armes utilisées, etc.

En tout, ce sont 326 chasseurs interrogés sur le Maroni depuis 2011, 321 sur l'Oyapock depuis 2010 et 7 à Saül de fin 2011 à 2013 pour plus de 5 000 fiches produites, une fiche étant produite par sortie de chasse.



Enquête chasse sur le Haut-Maroni CRÉDIT PHOTO : PaG

## 2 Restitution : carte de répartition des territoires de chasse

À la suite de ces enquêtes, des cartes de répartition ont pu être élaborées et ont été restituées en 2012 et 2013 à l'ensemble des villages.

## 3 Ateliers thématiques

À la suite des enquêtes participatives et à la demande des autorités coutumières, l'équipe du PaG a fait le choix, en 2013, de mettre en place des ateliers participatifs afin d'obtenir des données plus qualitatives sur les pratiques de chasse et de transcrire les modes de gouvernance autour de la gestion coutumière des ressources. Ce travail doit jeter les bases de propositions d'adaptation des règlements existants ou de mise en place d'indicateurs communs de suivi des gibiers.

L'ensemble des personnes ayant répondu à l'enquête de 2011 a été invité à participer par courrier remis en main propre. Les ateliers étaient ouverts à tous. En territoire Wayana, les groupes étaient composés de 20 à 35 personnes, hommes et femmes de tous âges. En territoire Aluku, la mobilisation a été moins importante. En revanche, les participants étaient majoritairement des hommes, avec des responsabilités dans le village.

Ainsi, l'ensemble des ateliers a eu lieu dans les villages d'Antecume-Pata, Elahé, Kayodé, Twenké, Taluen, Maripasoula et Papaïchton.

Chaque atelier a été réalisé dans l'ensemble des villages à la suite.

Un animateur et un médiateur culturel, agents du PaG, animaient ces ateliers.

Le premier atelier était destiné à choisir les thèmes des ateliers suivants. Il prenait pour base un ensemble de questions ouvertes visant à faire réagir les participants. Les réponses étaient notées et projetées au fur et à mesure.

4 thématiques de travail ont ainsi été identifiées : saisons traditionnelles et reproduction (A2), utilisation des espèces et pratiques de gestion traditionnelles (A3), orpaillage (A4), chasse et pêche commerciales (A5).

Les ateliers 2 et 3 consistaient en un état des lieux des connaissances, des besoins et des pratiques. Dans le cadre de ces ateliers, l'animateur partait d'un tableau vide, projeté et rempli en direct.

Les ateliers 4 et 5 avaient pour but de se projeter et de mener une réflexion sur les rôles de chacun sur la chasse, la pêche et l'orpaillage, les solutions, le rôle de chacun dans la mise en place de solutions. Pour ces ateliers, les outils suivants ont été utilisés :

- le **photo-langage** constitué d'une sélection images représentant (1) l'ensemble des acteurs liés de près ou de loin, directement ou indirectement, à l'orpaillage (ex. garimpeiros, forces de l'ordre, agents du PaG, associations de défense de l'environnement, commerçants chinois, restaurateurs, habitants du fleuve, élus, etc.) et (2) les méfaits liés à l'orpaillage (ex. pollution des eaux, destructions de lits de cours d'eau, mercure, décharges sauvages, prostitution, drogues, alcool, violence, braconnage, impact sur la santé des habitants, etc.). Les images ont d'abord été distribuées aléatoirement aux participants (certaines en double), puis l'animateur projetait les images une à une et interpellait le détenteur puis le groupe pour la commenter ;
- une **mise en débat** du groupe à travers des questions « qui fâchent ». Durant le photo-langage, des questions supplémentaires étaient posées aux participants pour les faire réagir sur le rôle des acteurs dans l'orpaillage clandestin ;
- la réalisation d'un **arbre de flux de trésorerie** : il était projeté ou dessiné (arbre avec branches et racines) et les participants proposaient l'ajout d'éléments en direct, les ressources en bas et les dépenses en haut. Cela a permis de mettre en avant l'impact des contraintes administratives et les liens avec la chasse. Le matériel de chasse est le troisième poste de dépense après

l'essence et la téléphonie. La chasse et la pêche sont pratiquées pour équilibrer la balance.

- réalisation d'une **carte mentale** pour identifier ce qui pouvait avoir un impact négatif sur la faune et la flore ;
- une autre forme de **photo-langage** a finalement été proposée pour lancer un débat sur des propositions de gestion du commerce de la chasse. Trois images représentant des scènes de vente de gibier à différentes échelles ont été projetées (une vente de surplus, une vente importante, mais exceptionnelle, une activité commerciale spécialisée et régulière).

Les comptes-rendus de l'ensemble des ateliers étaient validés systématiquement en séance.

#### 4 **Restitution : pratiques de chasse et besoins en ressources cynégétiques**

Une réunion de restitution aux chefs de villages, capitaines, autorités coutumières et à la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) a eu lieu. La DEAL, pour la publication de la nouvelle liste des oiseaux protégés, a pris en compte le travail effectué par le PaG en n'y ajoutant pas les oiseaux utilisés s'ils n'étaient pas protégés par un statut de protection international ou national antérieurement.

#### 5 **Perspectives**

De nouveaux ateliers devraient avoir lieu pour trouver un consensus entre les communautés et élaborer des propositions à figer à l'écrit.

En parallèle, un travail est amorcé par thématique avec l'appui de la DEAL, d'un juriste et d'un chercheur pour élaborer des propositions visant à prendre en compte les pratiques traditionnelles dans la réglementation liée à la chasse.

## Les outils utilisés

*L'échange oral*

*La carte mentale*

*L'arbre de flux de trésorerie*

*Le photo-langage*

À retrouver en partie III du guide.

## Bilan et atouts de la démarche participative

Au départ, des réticences ont été ressenties liées à la venue du PaG qui « s'immisçait » dans les pratiques des habitants qui craignaient un contrôle de sa part. Au fur et à mesure, lors de la phase enquête, un lien de confiance s'est créé. Les habitants se sont de plus en plus mobilisés et ont reconnu le rôle du PaG comme facilitateur de l'expression de la gouvernance coutumière.

Par la suite, la participation a été croissante lors des ateliers thématiques (100 personnes ont participé au total), et la présence des chefs ou capitaines a été constante.

Les ateliers ont permis d'ouvrir la parole.

## Moyens

Deux agents du PaG mobilisés sur une semaine pour la réalisation de chaque atelier, dans chaque village.

## Partenaires

Un ensemble de partenaires est regroupé dans un comité de suivi : des représentants des communautés, la DEAL, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), le PaG, des scientifiques.



### CONTACT

**Parc amazonien de Guyane**  
1, rue Lederson – 97354 Rémire-Montjoly  
05 94 29 12 52  
infos@guyane-parcnational.fr  
<http://www.parc-amazonien-guyane.fr/>



Propos recueillis auprès de  
l'Association GRAINE Guyane

Niveau d'implication  
des participants

INFORMATION

CONSULTATION

**CONCERTATION**

DÉCISION

# Périmétrage d'une ZONE DE DROITS D'USAGE COLLECTIFS

Participants/zone géographique : habitants des villages de  
Bellevue et d'Organabo, commune d'Iracoubo

Période du projet : mars 2016 à février 2017

## La structure et ses missions

Le Groupe Régional d'Animation et d'Initiation à la Nature et à l'Environnement (GRAINE) Guyane est un réseau régional d'échanges et de mobilisation dont le champ d'action est l'éducation à l'environnement pour un développement durable (EEDD).

Le GRAINE Guyane s'appuie sur 15 années d'expérience de gestion, de formation et de mutualisation dans ce secteur d'activités. Fort de sa connaissance des associations et acteurs de l'environnement, ce réseau se **positionne comme étant la plate-forme régionale de structuration, de professionnalisation, de mutualisation, d'expérimentations et d'innovations pédagogiques en EEDD.**

**Le réseau a un triple rôle de formation, d'organisation des acteurs et de construction de nouvelles dynamiques de pouvoir avec les acteurs politiques et institutionnels.**

Depuis plusieurs années, le GRAINE accompagne les acteurs dans la mise en œuvre de démarches participatives (mise en place de formations, création d'un outil méthodologique, accompagnement individuel et collectif).

## Contexte et histoire du projet

La première demande de Zone de Droits d'Usage Collectifs (ZDUC) sur la commune d'Iracoubo a été déposée auprès des services de France Domaine en 1993. Les demandes ont successivement été refusées pour diverses raisons, dont les suivantes :

- l'absence de chef coutumier au sein des villages jusqu'en 1996 ;
- des surfaces demandées jugées trop importantes ;
- une faible concertation/communication avec la commune ;
- la superposition des demandes entre les deux villages amérindiens ;
- l'absence de Commission d'Attribution Foncière de 2008 à 2014.

En 2015, l'arrivée d'un nouveau sous-préfet a relancé le dossier. Lors d'une réunion en février 2016 entre la préfecture, la mairie d'Iracoubo, les chefs coutumiers et les services de l'Etat, le chef de service "Milieux Naturels, Biodiversité, Sites et Paysages" de la DEAL a proposé un accompagnement sur ce projet afin de permettre une prise de décision sur les demandes foncières.

Les services de l'État se sont donc tournés vers le GRAINE pour mettre en place une démarche de concertation avec les habitants des villages amérindiens d'Iracoubo : Bellevue et Organabo.



## Objectifs généraux

### Objectifs opérationnels

- Elaborer un outil d'aide à la décision pour accompagner les demandes de ZDUC des deux villages et permettre aux membres de la Commission d'Attribution Foncière de statuer sur la demande.
- Chercher un compromis entre les différents enjeux et acteurs (ZDUC, agriculture, biomasse, etc.) dans l'optique de permettre un maillage optimal de l'aménagement du territoire et limiter les conflits d'usages.
- Développer la connaissance entre les acteurs (services de l'Etat, habitants des villages amérindiens, etc.)
- Former et accompagner une association locale Iñonoli à animer la démarche de concertation.

### Objectifs liés à la concertation

- S'appropriier les dispositifs et les enjeux, et établir des propositions dites éclairées ;
- Accompagner les habitants à prendre une décision collectivement pour formuler une demande foncière auprès des services compétents.

## Démarche et outils

### 1 Questionner le contexte et les objectifs

La toute première initiative de ce projet a été de rencontrer les chefs coutumiers des deux villages afin de :

- se présenter et se connaître ;
- expliquer le projet et la démarche envisagée.

Leur consentement était un préalable obligatoire. Par la suite, il a fallu d'une part maîtriser le projet et ses enjeux (ZDUC, Foncier, Energie, Biodiversité, Développement Économique), dans l'objectif de proposer une méthodologie adaptée ; et d'autre part présenter cette méthodologie aux parties prenantes pour la valider.

Pour ce faire, un important travail de **bibliographie** a eu lieu, complété par des entretiens en bilatéral. **12 entretiens** ont eu lieu avec les différents acteurs concernés par le projet : Préfecture, Observatoire Homme Milieux de l'Oyapock, Office National des Forêts, la cheffe coutumière du village de Balaté à Saint-Laurent-du-Maroni, les chefs coutumiers des villages de Bellevue et d'Organabo, acteurs de la biomasse, etc.

Un atelier de travail a également été réalisé au sein du comité de pilotage pour identifier et analyser les jeux d'acteurs concernant ce projet.

### 2 Interpeller et accrocher

Une réunion de lancement interactive a eu lieu dans chacun des villages. Elle avait pour but d'expliquer la méthodologie, et d'identifier avec les habitants les sujets sur lesquels ils aimeraient avoir plus d'informations et qui feraient ensuite l'objet de temps d'informations, de visites, etc.

Les dates de ces réunions ont été choisies avec les chefs coutumiers. Pour le village de Bellevue, la communication a été basée sur une distribution de flyer en porte-à-porte complétée par la mise en place d'un atelier peinture annonçant la date sur le mur du libre service. Pour le village d'Organabo, la date a été annoncée via un drap blanc peint étendu à l'entrée du village.

### 3 Recueillir les informations

A partir de mi-juillet et durant 3 semaines, **des enquêtes ont eu lieu en porte-à-porte** dans les deux villages. L'équipe d'enquêteurs était composée de trois habitantes des villages et de deux membres de l'association Iñonoli, association du village de Bellevue. Une journée de formation leur a été dispensée pour une bonne appropriation des attendus de l'enquête et une harmonisation des résultats. Il est à noter que deux des enquêtrices, habitantes du village de Bellevue, ont été ensuite rémunérées tout le long du projet pour leur travail de communication et de relais auprès des habitants.

### 4 Mettre en commun et ajuster

Les enquêtes ont permis d'effectuer une première cartographie des usages et des territoires associés. La réunion de restitution dans chacun des villages a permis de présenter les résultats et de mener un atelier visant à **affiner les cartes ainsi produites (usages, parcours)**.

Le résultat des ateliers a conduit à l'élaboration d'une nouvelle version de cartes d'usages (6 par village), qui ont été présentées à la mairie et à l'État, permettant d'évoquer les parcours suivis par les habitants et de rendre visible le maintien d'un mode de vie traditionnel, certes en évolution, mais toujours très présent.

## 5 Vulgariser et partager l'information

Quatre réunions d'informations et visites ont été programmées afin de donner accès à une information de qualité et transparente aux habitants, pour permettre une appropriation des enjeux et mener ensuite une réflexion éclairée autour de l'élaboration des périmètres de ZDUC :

- atelier autour de la chasse et de la pêche (outil d'éducation à l'environnement et intervention de l'ONCFS),
- atelier autour de l'aménagement agricole et de la biomasse (présentation visuelle et schématisée, intervention EPFAG, Voltalia, Mairie d'Iracoubo et animation des questions/réponses),
- atelier gestion forestière (intervention ONF et animation des questions/réponses),
- visites des ZDUC de Balaté et de Terre Rouge à Saint-Laurent-du-Maroni.



Visite ZDUC Balaté CRÉDIT PHOTO : GRAINE GUYANE

## 6 Produire/Analyser : ateliers cartographie, définition de périmètres

Pour débiter ces ateliers, un temps d'information a de nouveau eu lieu pour récapituler l'ensemble des informations recueillies durant les semaines qui ont précédé : dispositif ZDUC et concession collective, taxes applicables, réglementation chasse et pêche, etc.

Des **temps de travail autour de cartes** ont ensuite eu lieu en demi-groupe puis en groupe complet pour établir des propositions de périmètres.

A la suite de cet atelier, il a été conseillé aux deux villages de se réunir avant le prochain pour valider l'un des scénarii.

## 7 Décider : ateliers validation d'un scénario

Un rendez-vous a eu lieu avec la mairie pour exposer les différents scénarii des deux villages. Nous avons ensuite rencontré de nouveaux les chefs coutumiers pour souligner les points de

vigilance à considérer pour le choix du périmètre final.

**Dans le cas d'Organabo**, un dernier atelier a eu lieu pour valider collectivement une proposition de périmètre, et pour vérifier que les "contraintes" réglementaires étaient respectées (pas de village dans les ZDUC, etc.). A l'issue de cette réunion, la proposition a été validée, ainsi que l'intention de créer une association qui sera en charge de la gestion foncière de la ZDUC et des concessions. Les habitants d'Organabo ont ensuite rapidement organisé une réunion pour officialiser la création de l'association sans aucune aide extérieure.

**Dans le cas de Bellevue**, il n'y a pas eu de choix collectif d'un périmètre à la suite de l'atelier précédent. Cet atelier a donc été l'occasion d'échanger à nouveau sur les périmètres et a abouti à 2 nouvelles propositions de cartes. Ont suivi plusieurs réunions au sein du groupe moteur menant à l'élaboration de nouveaux scénarii, puis à la validation de l'un d'entre eux.

Une réunion a également rapidement eu lieu pour réactiver une association existante, qui sera en charge de la gestion de la ZDUC et des concessions.

Une restitution finale a eu lieu à la mairie d'Iracoubo pour présenter les scénarii et recueillir les dernières remarques des acteurs avant dépôt final par les communautés. La demande a ensuite pu être déposée officiellement auprès des services de France Domaine.

## Les outils utilisés

*Identifier les acteurs et partenaires*

*Atelier de lancement interactif*

*La cartographie participative*

*La banque de questions... et de réponses*

*L'échange oral*

À retrouver en partie III du guide.

Durant l'ensemble de la démarche, de nombreux aller-retour ont eu lieu entre l'animatrice et les différents acteurs concernés par le projet.

Des comptes-rendus synthétiques étaient élaborés après chaque réunion et remis en porte-à-porte aux habitants des villages. Des comptes-rendus détaillés étaient également envoyés aux acteurs institutionnels (sous-préfet, services de l'Etat, etc.)

La Commission d'Attribution Foncière aura lieu dans les semaines à venir. Il sera ensuite nécessaire aux habitants de réfléchir et de fixer des règles de gestion pour les différents espaces, notamment avec leur potentiel co-gestionnaire (ONF, ONCFS).

## Bilan et atouts de la démarche participative

**A Organabo**, le nombre de participants a été constant, environ 25, avec une régularité dans la composition du groupe. Une méfiance a été ressentie au départ, mais qui s'est estompée ensuite, une fois la relation de confiance établie. La transparence de la démarche et notamment le plan de travail qui a été clairement annoncé dès le départ et qui a été respecté, y ont fortement contribué. Les habitants se sont ainsi sentis pris en compte et ont pu voir les avancées. A la fin de la démarche, la prise en main du projet par le groupe a été réussie : réunions de validation de la demande, rédaction de la demande, création d'une association.

**A Bellevue**, la mobilisation a été très importante au départ. Il y a eu environ 60 participants aux réunions de présentation de la démarche et de restitution des enquêtes. Le nombre de participants a ensuite été moindre, entre 10 et 15 pour les réunions d'informations et les ateliers, avec une variation de la composition du groupe entraînant parfois des difficultés de compréhension de la démarche engagée.

**S'agissant des acteurs concernés**, il y a eu une disponibilité très importante des services de l'État, avec de nombreux échanges, en dehors des temps de réunions formelles permettant un suivi important, une analyse au fil de l'eau des productions des habitants et offrant la possibilité d'ajustement en cours de démarche.

Dans les deux cas, il semble que l'élaboration des propositions de périmètres a eu lieu de façon

éclairée, dans une situation de connaissance des enjeux du territoire et des enjeux liés aux dispositifs ZDUC et Concession.

### Les points forts :

La légitimité du GRAINE auprès du CoPil.  
La constitution d'une équipe pluridisciplinaire au sein du CoPil.  
La convivialité instaurée au sein du CoPil, favorisant un suivi fréquent.  
L'engagement et la transparence dans la démarche participative.  
Suivi important (mail, téléphone, entretien) avec les différents acteurs et notamment pour faire des allers-retours avec les partenaires techniques.  
La temporalité du projet : ni trop long, ni trop court  
Une vraie information aux habitants (CR adapté) et le respect du contrat de départ.  
Des réunions dédiées à un seul objectif (pas de réunion où on s'informe, on analyse et on décide !).

### Les points faibles :

La volonté de former et d'accompagner une association locale pour l'animation de la démarche n'a pas fonctionné.  
La nécessité de développer plus d'outils de sensibilisation (ex. plaquette sur les ZDUC, les concessions).  
Manque de temps pour sensibiliser ensuite aux questions de co-gestion des différentes espaces.

## Moyens

Le budget était de 55 000 € avec une part de 8 000 € pour la réalisation des cartes, puis le reste pour : le temps de travail du GRAINE (animation, rédaction rapport), les déplacements, les impressions (CR, Flyer, etc.), les collations/repas, les bus, la rémunération des enquêteurs et équipe de « communication ».

## Partenaires

CoPil : DEAL, GRAINE, ONF, CNRS  
Suivi stratégique : Mairie, DAAF, France Domaine, Préfecture, EPAG, Voltalia.



## CONTACT

**Association GRAINE Guyane**  
15 rue Georges Guéril, Cité Massel – 97300 CAYENNE  
05 94 38 31 50 / 06 94 288982  
info@graineguyane.org – <http://www.graineguyane.org/>



Propos recueillis auprès du  
Centre de ressources Kaleda

Niveau d'implication  
des participants

INFORMATION

CONSULTATION

**CONCERTATION**

DÉCISION

# PAROLE de citoyens

**Participants/zone géographique** : habitants des quartiers prioritaires de Cayenne, Rémire-Montjoly, Matoury, Macouria, apprenants en langue française

**Période du projet** : 2014

## La structure et ses missions

Le centre régional de ressources Kaleda est l'instance d'animation technique et pédagogique du Programme Régional d'Éducation et de Formation de Base Guyane (PREFOB). Pour mener à bien ses missions, le centre de ressources se réfère au cadre européen des compétences clés pour mener des actions. Ce cadre définit « les compétences clés dont les citoyens ont besoin pour leur intégration sociale et la pratique d'une citoyenneté active [...] dans une société fondée sur le savoir ». Dans ce cadre apparaissent notamment les compétences civiques et sociales.

Il diffuse les principes d'un cadre de référence commun : partir des apprenants et favoriser la compréhension par l'implication.

## Contexte et histoire du projet

Sur la période 2011-2013, l'atelier « Imagine Kourou demain » a été proposé à 4 groupes dans le cadre de la formation de base dans laquelle ils étaient inscrits. L'objectif était de travailler sur les compétences de base (math, français oral et

écrit, repérage dans le temps et dans l'espace) et de donner les clés de compréhension de leur territoire aux apprenants à travers une réflexion visant à imaginer le développement de la ville dans les années à venir. Les résultats ont été positifs. Le projet a permis un recueil des points de vue des habitants et a été vecteur de cohésion sociale.

Il a donc été proposé au Centre de Ressources de la Politique de la Ville (CRPV) de reproduire le projet sur l'Île de Cayenne, dans le cadre des missions d'animation du centre de ressources Kaleda. Les participants identifiés sont des stagiaires sortants des dispositifs de formation en langue française et des habitants des quartiers prioritaires. L'idée est d'intégrer la parole de ces citoyens dans la rédaction des projets de territoire, qui selon la loi François Lamy de 2014, doivent être co-construits, et ouvrir aux habitants, la porte des projets.

## Objectifs généraux

- Maintenir les acquis des savoirs de base à la suite d'une formation.
- Impliquer les participants dans la vie de leur ville.
- Recueillir la parole des citoyens pour l'intégrer dans la rédaction des projets de territoire.

## Démarche et outils

Il a été proposé à 4 groupes, soit 38 participants en tout, de travailler sur des problématiques liées au cadre de vie. Ces quatre groupes ont été constitués à travers une prise de contact directe (téléphone) avec des personnes ayant suivi une formation avec Kaleda auparavant. Les participants connaissaient en amont le planning des ateliers, leur durée et les thèmes abordés. Chacun des groupes a été animé selon la même méthodologie.

### 1 Découverte de la ville

Après une **définition collective** de la « ville » à partir d'une expression « aller en ville » et en définissant son contraire, les participants ont été invités à dessiner leur ville à partir d'un élément de départ (élément structurant, ex. un axe routier) identifié par les participants pour élaborer une représentation mentale et sociale commune de la ville. Pour cela, il a fallu se mettre d'accord sur les points de repère (objectif : repérage et débat). Dans le domaine de l'aménagement du territoire, cet atelier permet notamment d'identifier les éléments structurants de la ville (ex. la place des Palmistes pour Cayenne, la Route Nationale 1 pour Matoury). La représentation collective a été comparée à une carte normée. Cela a permis d'aborder la notion d'échelle.

Les participants avaient ensuite pour mission de **prendre des photographies de la ville**, révélatrices de points positifs et négatifs. Les photos ont ensuite été triées et commentées en groupes complets.

Dans tous les groupes, des réflexions ont ainsi été menées dans de nombreux domaines. Par exemple, les quatre groupes ont identifié la question des déchets comme une problématique importante : nombreux dépôts sauvages, manque de bornes à verre, etc.

Cette étape a abouti à la réalisation de petits films à partir des photos, montés par l'animatrice, conçus par les participants pour présenter leur ville.

### 2 Élaboration de propositions pour améliorer le cadre de vie

Après une définition large de la ville, chacun des éléments du cadre de vie a plus spécifiquement été défini (patrimoine et culture, transport,

santé, déchet, etc.), à partir d'exemples issus du quotidien apportés par l'animatrice et par les participants.

Pour alimenter la réflexion, l'animatrice présentait des initiatives à travers le monde en matière d'amélioration du cadre de vie et amenait des exemples très variés en termes d'aménagements urbains.

Les participants faisaient ensuite **des propositions pour l'amélioration du cadre de vie** de leur ville. Ces temps étaient basés sur de l'échange oral sous forme de *brainstorming*.

Pour aider à la formulation de propositions cohérentes et faciliter les débats et la prise de décision, des budgets fictifs ont été donnés comme contrainte. Cela a permis d'avoir une réflexion sur les objectifs. Un vote à main levée a ensuite eu lieu.

Pour chacune des communes, les groupes ont ainsi identifié des pistes d'amélioration et ont fait des propositions autour de thématiques variées : patrimoine culturel, déchets, risques majeurs, transports, etc. Par exemple, la rénovation d'une ancienne école, l'aménagement d'un espace de jeux, la mise en place de nouveaux points d'apports volontaires pour le verre, de panneaux de sensibilisation au geste poubelle, etc.

### 3 Restitution collective

Tous les groupes se sont rencontrés et ont présenté leurs propositions lors d'un événement de restitution collective où étaient invités partenaires et élus : les membres du Comité de pilotage du PREFOB, l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), le CRPV ainsi que les élus à la démocratie participative et leurs techniciens du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).



Événement de restitution à Cayenne. CRÉDIT PHOTO : KALEDA

Les films de présentation de chaque groupe ont été exposés ainsi que les propositions d'amélioration du cadre de vie dans chaque commune.

4

## Porter la parole aux décideurs locaux

Les travaux ont été remis aux élus des communes dans lesquelles des projets ont eu lieu et à la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL).

## Les outils utilisés

*La cartographie participative*

*Le brainstorming*

*L'échange oral*

*À retrouver en partie III du guide.*

## Bilan et atouts de la démarche participative

En tout, ce sont 4 groupes qui ont participé à ce projet, représentant 38 participants.

Le travail de l'animatrice a été conséquent pour lever les freins liés au sentiment de non-légitimité des participants notamment dû à une maîtrise partielle de la langue française et doutant de la réelle possibilité de faire prendre en compte leur parole.

La restitution a eu un effet très positif, car les participants se sont rendu compte que leurs propositions étaient cohérentes. Ils se sont sentis légitimes pour dire des choses et valorisés. À travers la mise en confiance et le sentiment de légitimité, la démarche peut favoriser une participation future de ces habitants à des conseils de quartiers.

Ce temps a aussi permis de sensibiliser les élus par rapport à la parole des citoyens.

## Moyens

1 animatrice a été mobilisée pour accompagner les 4 groupes durant 6 mois, ce qui a représenté 0.6 équivalent temps plein.

Chaque groupe s'est rencontré lors de 9 séances de 3 heures chacune. La part du temps de travail restante a été allouée à la constitution des groupes, à la logistique, aux corrections, à la valorisation des productions, etc.

## Partenaires

CRPV, GRETA Est (Centre de formation pour adultes).



## CONTACT

### Centre de ressources Kaleda

32 bis, rue du Lieutenant Becker

BP 296 97324 Cayenne Cedex

05.94.31.83.68

kaleda-aurelie@orange.fr

<http://www.prefobguyane.org>



Propos recueillis auprès du  
**Bureau d'études Kalitéô  
Environnement**

**Niveau d'implication  
des participants**

INFORMATION

**CONSULTATION**

CONCERTATION

DÉCISION

# Enquête sur **LA PERCEPTION DE L'ASSAINISSEMENT non-collectif**

**Participants/zone géographique :** habitants des villages du fleuve Maroni et du bassin de Saint-Laurent-du-Maroni (Apatou, Grand Santi, Balaté, Saint-Laurent-du-Maroni, Piste Tarzan)

**Période du projet :** septembre 2011 à octobre 2012

## **La structure et ses missions**

Le bureau d'études Kalitéô Environnement, installé en Guyane depuis 2010, œuvre dans le domaine de l'eau, de l'environnement et du développement durable. Outre ses compétences pour mener des études, audits et diagnostic, il a développé depuis quelques années des compétences en approches participatives et a plusieurs expériences à son actif.

## **Contexte et histoire du projet**

Dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) 2010/2015 et dans le contexte singulier de la Guyane, où les réglementations européennes sont difficiles à mettre en œuvre, l'un des enjeux du territoire est de se doter d'équipements adéquats pour garantir la salubrité publique et diminuer l'impact sur l'environnement. L'Office de l'Eau de Guyane (OEG), en charge de la promotion des techniques d'assainissement non collectif en sites isolés, avec un groupe constitué de l'Agence Régionale de Santé (ARS), de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL), du Parc

amazonien de Guyane (PaG), de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL), du Parc naturel régional de Guyane (PnrG) et de la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) a ainsi programmé et soumis à appel d'offres une évaluation des systèmes d'assainissement non collectif en site isolé. C'est dans ce cadre que Kalitéô Environnement, Toilettes du Monde, Étiage Guyane et Stéphanie Rey ont proposé un projet s'appuyant sur les représentations et l'expertise des habitants du territoire de gestion de l'eau pour envisager des solutions techniques à tester et à mettre en place.

## **Objectifs généraux**

- Connaître les conceptions de l'assainissement et les perceptions des risques sanitaires et environnementaux associés aux excréta et aux eaux usées.
- Connaître et affiner les problématiques d'accessibilité pour les sites isolés et les zones péri-urbaines.
- Connaître les motivations, les freins et les capacités d'investissement dans l'assainissement.
- Identifier des leviers et faire des recommandations d'actions.

## Démarche et outils

Dans sa globalité, l'enquête a eu lieu sur les sites isolés et les zones péri-urbaines des communes d'Apatou, Grand Santi, Camopi, Saint-Georges de l'Oyapock, Maripasoula, Saint-Laurent-du-Maroni et Cayenne. Elle a ainsi concerné différents groupes ethniques : Paramaka, N'Djuka, Wayampi, Tecko, Palikur, Wayana, Arawak, Saramaka, Brésiliens, Péruviens, Guyaniens, Haïtiens, Dominicains, Indiens et différents types d'acteurs : élus, habitants et opérateurs touristiques.

### 1 Entretiens individuels

Des entretiens ont été réalisés avec trois types d'acteurs dans le but d'appréhender et de confronter leurs visions de l'assainissement dans la commune : des élus, des opérateurs touristiques, des habitants-ressources. Les entretiens ont été adaptés en fonction des acteurs rencontrés, à partir d'enquêtes directives à semi-directives et avec une variation dans les thèmes abordés.

Avec les personnes réalisant l'entretien des systèmes d'assainissement sur les sites touristiques, l'échange s'est appuyé sur l'outil « l'Échelle de l'assainissement », dont l'objectif est d'identifier les pratiques vis-à-vis des excréta et de discuter autour de la gestion des systèmes d'assainissement en place.

### 2 Ateliers participatifs

L'équipe de terrain (bureau d'études, consultants indépendants, médiateurs) ayant réalisé l'enquête participative auprès des habitants a suivi la méthodologie suivante :

- formation de l'équipe (bureau d'études et indépendant) par Toilettes du Monde ;
- recrutement des médiateurs ;
- formation des médiateurs ;
- test des outils sur le terrain ;
- adaptation des outils aux différents groupes cibles (ex. sélection d'images correspondant aux pratiques locales) ;
- travail de terrain : ateliers avec les habitants ;
- Retranscription des données ;
- analyse des données ;
- restitution.

Deux missions ont eu lieu dans chaque village, soit 2 à 4 jours par site. Lors de chacune des

missions, un à deux ateliers ont été réalisés avec une dizaine d'habitants. Les ateliers duraient de 2 à 4 heures. Ils étaient menés par les médiateurs recrutés pour l'occasion et formés aux outils (2 minimum par village). Un observateur était également présent pour recueillir les informations émanant des échanges qui étaient par la suite traitées à l'aide d'une grille d'analyse.



Atelier participatif sur le Haut-Maroni CRÉDIT PHOTO : KALITÉO ENVIRONNEMENT

Le binôme disposait du **panel des 6 outils** mis au point et proposés par Toilettes du Monde permettant à chacun de recueillir une variable précise. Les outils étaient **utilisés selon le ressenti de l'animateur** qui les choisissait en fonction des échanges au sein du groupe, sans ordre prédéfini.



Atelier participatif sur le Haut-Maroni CRÉDIT PHOTO : KALITÉO ENVIRONNEMENT



## Les outils utilisés

*L'arbre de flux de trésorerie*

*La carte Eau et Assainissement*

*Le chemin de traverse*

*L'échelle de l'assainissement*

*L'infirmière Tanaka*

*Les trois piles*

*À retrouver en partie III du guide et/ou dans le rapport final de l'enquête (lien ci-dessous).*

### 3 Identification et test de solutions pilotes

Ces ateliers ont permis de recueillir les représentations et les pratiques existantes afin de proposer des solutions techniques adaptées à chaque contexte. En 2014, deux familles, sélectionnées à la suite des entretiens individuels et des ateliers collectifs, testent des solutions pilotes qui seront, en cas de validation, diffusées plus largement.

## Bilan et atouts de la démarche participative

En tout, ce sont des élus et techniciens des 22 communes (20 entretiens), 7 opérateurs touristiques, 376 habitants et 57 élèves qui ont participé à cette enquête des perceptions.

L'expérience a été positive : les habitants ont bien participé aux différents ateliers et les informations recueillies ont été de meilleures qualités par rapport à de simples questionnaires. Cela a permis d'identifier les freins et leviers liés à la mise en place de différentes solutions d'assainissement non collectif.



**TÉMOIGNAGE DU CCAS DE SAINT-GEORGES DE L'OYAPOCK SUR LE TRAVAIL EN PARTENARIAT**

**Fernanda Gueye**, chargée de mission au service projet

« **Le travail en partenariat**, entre acteurs, était une force. Notamment pour la mobilisation des habitants par les acteurs de terrain habitués à aller dans les villages, à apporter des réponses. »

L'équipe (coordination et médiateurs) a apprécié la méthodologie employée. Le retour des habitants a également été très positif. Ils ont apprécié le fait d'avoir été consultés, et de cette façon. En effet, les ateliers ont permis de récolter des informations qualitatives, mais ont aussi permis aux habitants d'acquérir de nouveaux savoirs et de se sensibiliser les uns et les autres sur les pratiques liées à l'eau.

## Moyens

**Financement** : Agence Régionale de la Santé (9 %), Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) (72 %), Office de l'Eau de Guyane (19 %), dans le cadre d'un appel d'offre.

**Enquête de terrain** : 14 personnes impliquées (bureau d'études et médiateurs).

## Partenaires

**Réalisation de l'étude** : Toilettes du Monde (ONG), Aude Sturma (Sociologue de l'eau), bureau d'études Étiage Guyane, bureau d'études Kalitéô Environnement, Stéphanie Rey (consultante indépendante).

**Comité de pilotage** : Office de l'Eau de Guyane, Parc amazonien de Guyane, Parc naturel régional de Guyane, Agence Régionale de Santé, Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts.

## Ressources

Rapport final du groupement ayant réalisé l'enquête :

<http://www.toilettesdumonde.org/activite-france/etude-accompagnement.aspx?toid=etude+accompagnement-422>

Vous y trouverez des informations sur la méthodologie ainsi que les résultats de cette enquête de perception.



**CONTACT**

**Kalitéô Environnement**  
[kaliteoenvironnement@gmail.com](mailto:kaliteoenvironnement@gmail.com)  
<http://kaliteoenvironnement.com/>



Propos recueillis auprès du  
Centre Communal d'Action  
Sociale (CCAS) de  
Saint-Georges de l'Oyapock

Niveau d'implication  
des participants

INFORMATION

**CONSULTATION**

CONCERTATION

DÉCISION

# Oyapockois, **PARLONS SANTÉ :** **QUE FAIRE** pour l'améliorer ?

**Participants/zone géographique :** habitants et acteurs du territoire de Saint-Georges de l'Oyapock

**Période du projet :** depuis avril 2013 jusqu'à aujourd'hui

## La structure et ses missions

Le CCAS Sincère MANDE de Saint-Georges de l'Oyapock (SGO) est doté d'une action générale de prévention santé et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées. À ce titre, il développe différentes activités liées à des compétences obligatoires légalement ou facultatives, directement orientées vers les populations concernées, y compris dans le domaine de la santé. Ainsi, depuis le mois de juillet 2013, le CCAS a mis en place une Analyse des Besoins Sociaux (ABS, comprenant divers champs, dont la santé et le logement) de la commune, obligatoire au regard de la loi.

## Contexte et histoire du projet

En parallèle de cet ABS, sur proposition et avec accompagnement de Guyane Promo Santé (GPS) et de l'Institut Renaudot, le CCAS s'est engagé dans une démarche de mobilisation des acteurs du territoire concernés par la santé, à travers la mise en place d'un « diagnostic en marchant » conduit dans une approche participative. Ces deux actions combinées doivent permettre de mieux connaître les besoins du territoire et d'élaborer la feuille de route des acteurs, dont le CCAS, en matière d'action sociale et de santé au sens global du terme.

## Objectifs généraux

- Permettre au CCAS de « s'inscrire pleinement sur son territoire » et en liaison étroite avec les habitants, les professionnels ainsi que les élus.
- Permettre d'établir une vision globale de la situation sanitaire sur le territoire.

## Démarche et outils

### 1 Constitution du groupe moteur

La démarche a été impulsée en avril 2013, lors d'une formation dédiée à la mise en place d'un projet en santé communautaire, regroupant un ensemble d'acteurs de la santé du territoire du CCAS. Ces acteurs ont ensuite constitué une partie du groupe-moteur. Ce premier temps a permis de réunir les acteurs, de présenter le projet, de les associer et de les former à la démarche. D'autres acteurs ont été sollicités pour intégrer ce groupe ensuite (ex. habitants-relais des quartiers). Le groupe a ainsi été constitué sur la base du volontariat.

### 2 Définition collective de la démarche

Le groupe-moteur a ensuite pu commencer à réfléchir à la mise en œuvre du diagnostic en marchant. Des rôles ont été répartis et le groupe s'est retrouvé une fois par mois d'avril à octobre, pour organiser le diagnostic : logistique, méthode de mobilisation pour les professionnels de la santé, les élus, les habitants, définition des parcours, phase de test.

### 3 Le diagnostic en marchant

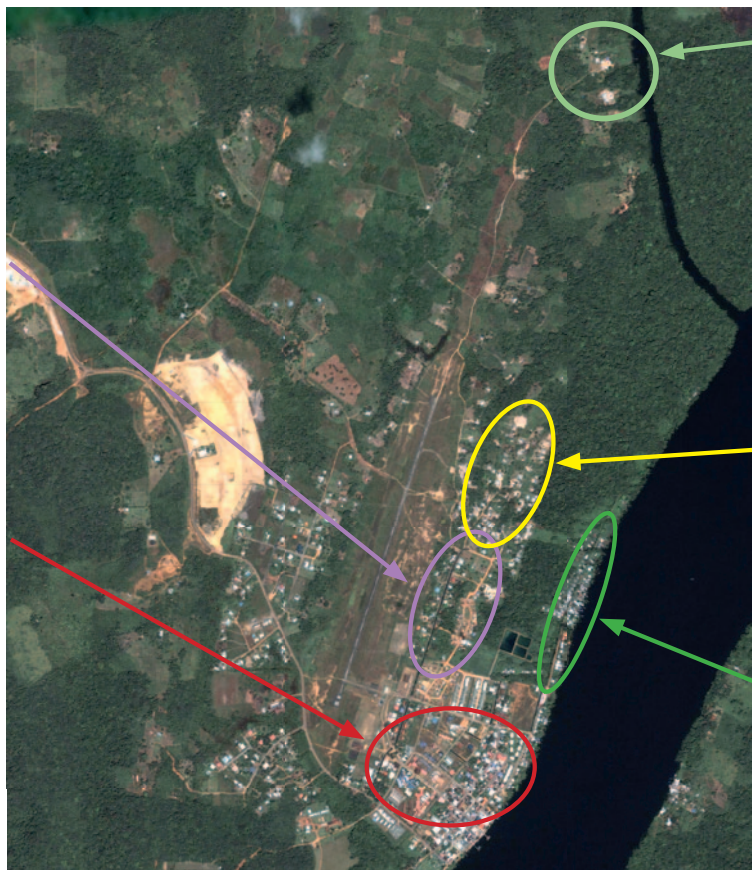
Le diagnostic s'est ensuite déroulé sur trois jours (les 15, 16 et 17 octobre 2013). Les participants ont été mobilisés à travers des moyens variés : contact direct, médias, activation des réseaux ou par l'intermédiaire de référents (ex. églises). Cette mobilisation peu évidente au départ a été une force puisque 151 personnes ont ainsi participé au diagnostic avec en moyenne 50 % d'habitants et 50 % de professionnels dans la constitution des groupes.

**Six parcours ont été réalisés** : fleuve (Trois-Palétuviers, Tampak, Blondin), bourg de jour, bourg de nuit, village Saint-Martin, village Espérance, quartier Savane, crique Onozo.

Pour chacun des parcours, une petite équipe, composée d'un animateur, d'un preneur de notes, d'un « photographe » et d'un traducteur accompagnait le groupe dans son cheminement. Chaque groupe disposait d'une grille d'observation comportant des thématiques à aborder pour guider les observations lors du parcours : logement, déchets et entretien des espaces publics, eau et assainissement, électricité et éclairage public, poste et téléphone, alimentation, éducation, transport

et mobilité, soins et prévention, sport et loisirs, cadre de vie.

Les cheminements ont duré entre 1 et 2 heures. **Chaque arrêt sur le parcours faisait l'objet des mêmes questionnements** : (1) « Ici, qu'est-ce qui facilite la santé ? Comment expliquez-vous cela ? », (2) « Ici, qu'est-ce qui complique la santé ? Comment expliquez-vous cela ? » et (3) « Que proposeriez-vous pour améliorer la situation ? ».



Diagnostic en marchant Saint-Georges de l'Oyapock. CRÉDIT PHOTO : GOOGLE

En fin de parcours, la question suivante était posée : « Si on devait résumer, conclure, que pensez-vous de la santé dans votre quartier ? Et sur Saint-Georges plus généralement ? »

### 4 Restitution et poursuite

Le troisième jour a eu lieu la restitution des échanges de chacun des groupes. 67 personnes ont assisté à la restitution, avec en moyenne 50 % d'habitants et 50 % de professionnels de la santé.

La restitution des résultats de l'ensemble des parcours s'est faite **à partir des photos prises pendant les cheminements et était accompagnée d'une traduction en portugais**. Les traductions ont beaucoup alourdi la phase de restitution, mais cela a permis de favoriser la compréhension et la participation de tous.

À titre d'exemple, pour ce qui concerne la thématique « déchets », le diagnostic a permis de faire émerger dans les différents quartiers :

- les points de saturation, les difficultés ou l'absence de collecte des déchets et les solutions mises en place par les habitants (ex. création de décharges dans la forêt) ;
- les comportements et pratiques des habitants ;
- les changements de comportement vis-à-vis des nouvelles installations ;
- les impacts et risques (gîtes larvaires, proximité zone de jeu), etc.

De même, pour la thématique de l'eau et de l'assainissement, cela a permis d'identifier les zones avec un accès à l'eau potable difficile, une absence de système d'assainissement, les impacts et risques engendrés, voire les risques de conflits et les stratégies émergeant à la suite de la mise en place de solutions alternatives (ex. robinets collectifs).

La prochaine phase est la constitution de groupes de travail par quartier pour, dans un premier temps, faire une restitution plus ciblée et, par la suite, mener des ateliers d'échanges pour définir les priorités, des actions concrètes et un calendrier.

## Les outils utilisés

### *Le diagnostic en marchant*

À retrouver en partie III du guide

## Bilan et atouts de la démarche participative

Pour l'équipe du CCAS, cette démarche a été très positive et a été vécue comme une belle expérience professionnelle. Cette démarche a aussi été une façon de se faire connaître, de promouvoir le CCAS et son rôle sur le territoire.

**Les habitants**, qui ne se sentaient pas assez impliqués auparavant, ont été satisfaits.

**Les élus** ont changé de positionnement entre le début et la fin du projet, avec une prise de conscience de l'importance de l'implication des habitants.

## Moyens

**Moyens matériels** : ressources CCAS et GPS (logistique le jour J : hébergement, repas des personnes de Cayenne, pirogue pour le fleuve, etc.) et mise à disposition par les acteurs du groupe moteur.

**Moyens humains** : animation de la démarche par le CCAS, avec une phase amont très chronophage.

**Moyens financiers** : pas de budget dédié, mais une implication des salariés du CCAS, nécessitant un budget sur fonds propres du CCAS.

## Partenaires

**Accompagnement** : GPS, Institut Renaudot.

**Groupe de travail et animation de la démarche** : CCAS, association pour l'Information l'Accompagnement et le Soutien de l'Oyapock (APIASO), association Développement-Accompagnement-Animation-Coopération (DAAC), GPS, Programme de Réussite Éducative (PRE), Mission Locale Régionale Guyane (MLRG), Mairie de Saint-Georges de l'Oyapock, Communauté de Communes de l'Est Guyanais (CCEG), Association Kourouciennne d'Aide aux Ti'Jeunes (AKATIJ), Conseil Général, Médecins du Monde, habitants.



### CONTACT CCAS

**Saint-Georges-de-l'Oyapock**  
17, lotissement Emilio Pascal  
97313 Saint-Georges-de-l'Oyapock  
05 94 27 07 21 – 06 94 12 46 26  
cmi.ccas.sgo@gmail.com



Propos recueillis auprès de  
l'Association Kwala Faya

Niveau d'implication  
des participants

INFORMATION

**CONSULTATION**

CONCERTATION

DÉCISION



# ÉLECTRIFICATION participative en Amazonie

**Participants/zone géographique :** habitants des sites isolés, vivant principalement dans les villages et écarts des fleuves Oyapock et Maroni

**Période du projet :** de 2013 à 2015

## La structure et ses missions

L'association Kwala Faya intervient dans les sites dits « isolés » en Guyane et son ambition se situe à plusieurs niveaux :

- améliorer les conditions de vie en proposant un service énergétique de base (éclairage, froid, multimédia) ;
- réduire les dépenses liées à l'énergie (représentant en moyenne 60 % des revenus des ménages vivant en sites isolés) ;
- développer la connaissance des habitants dans le domaine de l'énergie pour une meilleure maîtrise de leurs besoins et des coûts associés ;
- proposer une montée en compétences techniques des habitants volontaires pour une autonomisation des populations et la formation de référents locaux ;
- favoriser la création de débouchés économiques locaux autour du service énergétique ;
- encourager le recours à l'énergie solaire au lieu du groupe électrogène et favoriser les économies d'énergie et la protection de l'environnement.

## Contexte et histoire du projet

Le bilan de 30 années d'électrification rurale en Guyane au moyen de la ressource solaire est un échec. Malgré une technologie française à la pointe depuis des dizaines d'années, de nombreux vestiges d'installations gisent dans les villages et de nombreuses familles n'ont toujours pas accès à l'électricité. Cela représente quelques milliers de citoyens français ne bénéficiant pas encore du service public de l'électricité.

Entre autres raisons, il n'y a pas eu de véritable appropriation des installations par la population, la maintenance n'a pas été assurée et aucune personne n'a été formée dans les villages successivement électrifiés.

Sur la base de ce constat est née en 2012, l'association Kwala Faya qui propose une nouvelle approche de l'énergie en impliquant les habitants à travers des sessions de formation et d'accompagnement.

## Objectifs généraux

- Réhabiliter l'image de l'électricité photovoltaïque.
- Susciter un intérêt, une compréhension et une appréhension de l'électricité photovoltaïque.
- Favoriser l'insertion par le développement d'une activité professionnelle locale.
- Améliorer le bien-être et le niveau de vie des habitants dans les villages éloignés grâce à une source énergétique gratuite.

## Démarche et outils

La première session Kwala Faya a été menée, en juillet 2103, à Camopi, commune où avait été recensé un grand nombre de panneaux photovoltaïques abandonnés, susceptibles d'être réutilisés pour des montages de petits kits solaires. En tout, ce sont **11 formations qui ont eu lieu en sites isolés en 2013/2014** : 1 à Trois-Sauts, 5 à Camopi, 3 à Trois-Palétuviers et 2 sur le Haut-Maroni. Elles ont permis de former 150 habitants et d'électrifier 35 familles.

Les sessions de formation se déroulaient en plusieurs étapes.

### 1 Discussion sur l'énergie à travers un photo-langage

Une **présentation basée sur des photos** présentant les divers moyens de production d'électricité présents en Guyane, accompagnée de questionnements, avait pour but de faire réagir les participants sur la base de leurs connaissances et de leur appréhension du sujet. Les participants étaient invités à s'exprimer en lien avec chaque questionnement, puis à débattre des réponses proposées. Cela a permis de parler de l'énergie en général, de lister les différentes sources d'énergie utilisables et d'énumérer leurs avantages et leurs inconvénients, d'échanger sur la production d'énergie à Camopi, et pour l'animateur, de recueillir les représentations des participants.

### 2 Approche théorique de l'électricité photovoltaïque

Certains principes de base de l'électricité ont été abordés en prenant pour élément de comparaison la hauteur d'une rivière et son débit. Une discussion avait ensuite lieu sur les consommations d'électricité, leur coût et la nécessité de maîtriser l'énergie.

### 3 Mayouri montage et installation de kits solaires

Après un temps de collecte, de nettoyage et de réparation de panneaux abandonnés, mais toujours en état de marche, les participants ont pu monter et tester un premier kit chez des habitants. Au fur et à mesure du montage des kits, des échanges ont eu lieu entre les participants eux-mêmes et avec l'association. **Ces temps de pratique ont pour objectif de contribuer à l'autonomie des participants** vis-à-vis de la gestion des kits installés.



Ateliers de montage de kits solaires à Camopi. CRÉDIT PHOTO : KWALA FAYA

### 4 Formation de Kwala Faya Men

Tout au long de la démarche, l'association Kwala Faya cherche à identifier des habitants souhaitant et pouvant devenir des **référénts de l'énergie solaire pour leur territoire** afin d'assurer un appui pour la maintenance des installations, de former de nouvelles personnes intéressées par les kits et d'assurer ainsi le déploiement du programme.

Ces référents ont progressivement été impliqués dans l'animation des formations et ont suivi une formation et un temps d'échanges spécifique.

### 5 Évaluation participative

Afin d'évaluer son programme en place depuis 2 ans à Camopi, l'association a donné la parole aux participants au cours d'une séance de formation effectuée mi-2015.

Les animateurs (un bénévole de l'association et un Kwala Faya Man) se sont appuyés sur l'outil « **Conserver-Cesser-Créer** ». L'activité a eu lieu au sein de deux groupes : un composé de ceux possédant un kit solaire chez eux à la suite de la formation, et l'autre composé de ceux n'ayant pas de kit, mais ayant déjà participé à une formation

de Kwala Faya.

Dans chacun des groupes, les mêmes questions étaient posées et illustrées par des exemples concrets pour stimuler les participants et faciliter la compréhension :

- « Qu'est-ce qui a été fait de bon que vous aimeriez retrouver dans un futur projet ? »
- « Que voudriez-vous qu'on modifie/supprime/bonifie ? »
- « Qu'est-ce qui manque et qui devrait être ajouté ? »

L'animateur de chaque groupe prenait en notes les réponses qui ont été reportées dans un second temps sur trois grandes feuilles, puis mises en débat en groupe complet pour identifier collectivement les réponses à garder.

Kwala Faya a proposé à son conseil d'administration d'établir le futur plan d'action sur la base des informations réunies au cours de l'évaluation du programme par les habitants de Camopi.

## Les outils utilisés

*Le photo-langage*

*Le brainstorming*

*Conserver-Cesser-Créer*

À retrouver en partie III du guide

## Bilan et atouts de la démarche participative

L'expérience a été positive. Les participants se sont sentis utiles tout en apprenant. Il y a eu une prise de conscience relative à la gestion de l'énergie.

La démarche proposée implique les habitants dans le processus d'électrification, visant ainsi à les rendre autonomes et responsables vis-à-vis des installations. En effet, ils acquièrent les connaissances pour comprendre le fonctionnement de leur système, en assurer l'entretien, détecter les dysfonctionnements et éventuellement les réparer. Une participation financière pour les stagiaires bénéficiaires des kits permet une responsabilisation et une meilleure appropriation

des équipements.

Au cours des deux dernières années, cinq Kwala Faya Men ont pu être identifiés et formés (un à Trois-Sauts, deux à Camopi, un à Trois-Palétuviers, un sur le Haut-Maroni). Quatre des cinq Kwala Faya Men ont été réunis à Cayenne en février 2015 pour une formation approfondie en électricité, suivie d'une mise en situation pour la réalisation de 2 kits sans encadrement à Trois-Palétuviers.

Grâce à l'évaluation par les participants, le nouveau programme de formation pourra s'appuyer sur les remarques et propositions des habitants pour correspondre à leurs besoins : augmentation de la durée des stages et de la part théorique du contenu, évolution des kits proposés, travail sur le financement et les partenariats avec la mairie, développement des moyens de communication entre les stagiaires et envers les habitants.

## Moyens

Deux animateurs/formateurs bénévoles sont mobilisés pour chacune des sessions.

Les kits mis à disposition ont une valeur de 1 500 euros et bénéficient d'une subvention amenant à un prix d'acquisition de 1 000 euros pour les habitants.

*Financement* : Plan Régional pour la Maîtrise de l'Énergie (PRME).

## Partenaires

Commune de Camopi, PaG, EDF.



## CONTACT

**Association Kwala Faya**

24, rue Louis Blanc

97300 Cayenne

06 94 43 11 20

[kwalafaya@kwalafaya.org](mailto:kwalafaya@kwalafaya.org)



**GRAINE** Guyane

Réseau régional d'éducation  
à l'environnement

Édition **GRAINE Guyane** | ISBN 979-10-96080-01-4

---